

KHERRATA ET BENI OUARTILANE

27 membres du «MAK» arrêtés P.2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Fin de fonctions pour 9 chefs de daïra, 73 autres mutés P.4

ILS RÉCLAMENT LEURS AGRÉMENTS Des concessionnaires automobiles en appellent à Tebboune

Lire l'article de R. N. page 3



ELIMINATOIRES MONDIAL-2022: BURKINA FASO - ALGÉRIE, CE SOIR À 20H00 Le match de la confirmation pour les Verts

Lire l'article de
M. Benboua page 12



IL L'A DÉBUTÉ
PAR LE NIGER

Nouveau périple de Ramtane

Lamamra en Afrique

Lire l'article de R. N. page 2



TRIBUNAL SIDI M'HAMED

Le procès de Hamid Melzi reporté au 13 septembre P.4



ANGEM

Assurance obligatoire pour les bénéficiaires des micro-crédits

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 4

Il l'a débuté par le Niger Nouveau périple de Ramtane Lamamra en Afrique

Du Niger, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger devra se rendre aujourd'hui en Mauritanie, ensuite il fera escale au Caire et achèvera son périple africain par une halte à Brazzaville et à Kinshasa.

R.N.

L'on ne manque pas de remarquer qu'à moins d'une semaine de la clôture des travaux de la conférence des pays voisins de la Libye qu'il a présidée à Alger les 30 et 31 août dernier, Ramtane Lamamra entame un nouveau périple africain. Sa première halte, Niamey, au Niger où il a atterri le dimanche dernier pour être reçu dès son arrivée par le président Mohamed Bazoum. Les plus hautes autorités des deux pays ont réaffirmé à l'occasion de cette visite algérienne, «leur disponibilité et leur volonté de conjuguer leurs efforts aux plans bilatéral et multilatéral pour faire face aux défis communs du continent en général et de la région sahélo-saharienne en particulier». Hier, Lamamra a tenu une séance de travail avec son homologue nigérien, Massadou Hassoumi en présence des ministres nigériens de la Défense nationale, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, du Pétrole et des Énergies renouvelables, et de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale. Les deux pays ont décidé, par la voix de leurs ministres respectifs de «redynamiser les mécanismes bilatéraux, en particulier la Grande Commission Mixte, celui de la concertation politique et le Comité Bilatéral Frontalier».

Des décisions liées étroitement et en particulier aux dangers qui menacent la région toute entière. «Les deux chefs de la diplomatie ont abordé les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien notamment ceux en lien avec la recrudescence du terrorisme, les développements enregistrés dans les principaux foyers de conflit sur le continent, ainsi que plusieurs questions inscrites sur l'agenda de l'Union Africaine et des Nations Unies, notamment la situation qui prévaut en Libye, au Mali, au Sahara occidental et en Guinée», rapporte les services de communication de Lamamra. La Guinée a dû être au centre de leurs discussions relatives aux conflits en Afrique après le putsch militaire mené dimanche contre le président Alpha Condé.

L'AFRIQUE ENFREINT SES PROPRES PRINCIPES

Selon les agences de presse étrangères, c'est le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya qui a renversé Conaré au nom d'un «Comité national du rassemblement et du développement (CNRD)» que des officiers des forces spéciales auraient constitué. Le responsable militaire a annoncé le jour même avoir pris «le contrôle de la capitale Conakry» et sa décision de dissoudre les institutions et la Constitution en vigueur, de fermer les frontières terrestres et aériennes et d'instaurer un couvre-feu. La réaction de l'Algérie ne s'est pas fait attendre. Tout en condamnant le coup d'Etat, elle a réaffirmé hier «son attachement aux principes cardinaux de l'Union Africaine, notamment le rejet de tout changement anticonstitutionnel de Gouvernements tel qu'énoncé par la Décision d'Alger de 1999 et réaffirmé par la Charte Africaine de la Démocratie, des élections et de la Gouvernance». Et a déclaré en outre, qu'elle «coordonnera avec les autres pays membres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine dans le contexte de la mise en œuvre de l'Acte Constitutif de



Ph.: APS

l'organisation continentale et de ses positions pertinentes en la matière». Signé par 53 Etats membres à Lomé, au Togo, le 11 juillet 2000, l'Acte en question stipule dans le dernier alinéa de son article 4 relatif aux Principes, la «Condamnation et (le) rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement». Son article 30 précise au titre de la Suspension que «Les Gouvernements qui accèdent au pouvoir par des moyens anticonstitutionnels ne sont pas admis à participer aux activités de l'Union».

La Guinée n'est pas le seul pays à renverser son président par la force des armes. Le même jour, la Somalie a été secouée par une attaque armée des «shabab» contre le siège de la présidence de la république. Les forces de l'Africom mènent dans ce pays des raids aériens contre les terroristes dont les derniers l'ont été en juillet dernier non loin de la capitale Mogadiscio. Plus de 700 militaires américains sont déployés depuis plusieurs mois en Somalie. Depuis 2017, le Mozambique est en proie à des violences quotidiennes. Aux frontières sud de l'Algérie, le Mali a vécu deux putschs militaires en quelques mois, le premier en août 2020 contre le président Boubacar Keïta et le second en mai 2021 contre le président Bah N'Daw. Il est géré à ce jour par le commandant putschiste que dirige le Colonel Assimi Goïta et non moins vice-président. A vol d'oiseaux d'Alger, la France a déployé depuis plusieurs années plus de 5000 militaires sous l'identifiant «Opération Barkhane». Elle devait retirer ses troupes cet été pour céder la place à l'Africom qui a annoncé lui aussi le déploiement dans ce pays de 5000 de ses militaires. Des violences et des guerres en Libye, en Côte d'Ivoire, au Congo, en Afrique du Sud, en Ethiopie...

LAMAMRA À NOUAKCHOTT, AU CAIRE, À BRAZZAVILLE ET À KINSHASA

Tout le Continent vit au rythme du bruit de bottes et des guerres. L'Union Africaine a décidé beaucoup d'efforts à déployer pour faire respecter ses propres principes par ses pays membres. A défaut, il faudrait qu'elle revoie l'ensemble de ses mécanismes de fonctionnement en premier ceux qui ont prévalu à sa création. C'est d'ailleurs le cas de la Ligue arabe des Etats membres.

Le Monde arabe se trouve, en effet, dans la même situation. Il n'en est pas moins épargné des violences sous toutes leurs formes. Les mécontentes et les conflits entre les pays membres de la

L'Algérie rejette tout changement anticonstitutionnel en Guinée

L'Algérie a déclaré lundi suivre avec une «profonde préoccupation» la situation prévalant en République de Guinée», réaffirmant son «attachement aux principes cardinaux de l'Union africaine, notamment «le rejet de tout changement anticonstitutionnel», indique le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

«L'Algérie suit avec une profonde préoccupation la situation prévalant actuellement en République de Guinée. Elle réaffirme son attachement aux principes cardinaux de l'Union

Africaine, notamment le rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement tel qu'énoncé par la décision d'Alger de 1999 et réaffirmé par la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance», souligne le MAE.

Et «considère que les causes qui ont provoqué ce changement anticonstitutionnel doivent trouver des solutions consensuelles issues d'un dialogue responsable ayant pour objectif d'assurer le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale de la Guinée, ainsi que tous les ac-

quis du peuple guinéen frère». Avant d'ajouter : «L'Algérie coordonnera avec les autres pays membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans le contexte de la mise en œuvre de l'acte constitutif de l'organisation continentale et de ses positions pertinentes en la matière».

«L'Algérie forme le vœu que la République de Guinée surmontera rapidement cette épreuve et réitère l'assurance de sa solidarité fraternelle avec le peuple guinéen avec lequel elle entretient des relations historiques marquées du sceau de l'amitié et de la coopération», indique le ministère.

Kherrata et Beni Ouartilane 27 membres du «MAK» arrêtés

Les services de Sûreté nationale ont arrêté, ces dernières 48 heures, 27 individus à Kherrata (Bejaïa) et à Beni Ouartilane (Sétif), accusés d'appartenance à l'organisation terroriste "MAK" et de tentative de "semer la Fitna et la terreur auprès des citoyens à l'instigation de parties établies à l'étranger", indique la Sûreté nationale dans un communiqué.

Les éléments de la Sûreté nationale ont traité une affaire liée à "l'atteinte à l'unité nationale et à l'ordre public et incitation au rassemblement", avec l'arrestation de 27 individus accusés d'appartenance à l'organisation terroriste

"MAK", dans les villes de Kherrata et Beni Ouartilane et de tentative de "semer la Fitna et la terreur auprès des citoyens et réactiver des cellules terroristes dormantes à l'instigation de parties établies à l'étranger", précise la même source. Les éléments de l'organisation criminelle "ont recouru à l'agression et au hold-up de locaux commerciaux, suite à quoi 25 individus ont été arrêtés à Kherrata et 2 autres à Beni Ouartilane".

"L'intervention des éléments de Police pour le rétablissement de l'ordre public et la protection des citoyens et des biens a permis d'arrêter les mis

en cause. Des éléments de la Sûreté nationale ont été blessés par des jets de pierre et d'objets durs et tranchants", note le communiqué.

La perquisition des domiciles des mis en cause, sur ordre du Parquet territorialement compétent, a permis de récupérer "des accessoires de tenues militaires, du matériel, un détecteur de métaux, des armes blanches, des cachets falsifiés portant la mention +a voté+ et +a voté par procuration+, des registres administratifs, des drapeaux du +MAK+ et des téléphones portables", a conclu le document.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

A-t-on finalement opté de manière résolue pour la négociation

Avec des pincettes

avec les principaux auteurs des détournements d'argent, incarcérés, pour restituer les sommes colossales transférées illégalement à l'étranger ?

Le plan d'action du gouvernement propose dans ce sens « l'adoption d'un mode de règlement à l'amiable garantissant la récupération des biens détournés », sans donner plus d'éclaircissement sur la démarche envisagée. Mais, tout règlement à l'amiable engage au moins deux parties en conflit, et dans ce cas précis les deux parties ne sont autres que les autorités algériennes et les coupables condamnés dans des affaires de corruption et de détournement d'argent.

Peut être qu'on n'a jamais écarté totalement cette solution qui permettrait de récupérer l'argent volé et placé dans des comptes bancaires à l'étranger ou investi dans différents créneaux.

Pour mémoire, au mois d'avril dernier, le Président de la République avait laissé entendre, toujours dans le même style sommaire, que les auteurs de détournement de fonds, à l'étranger « devront, un jour, dévoiler les emplacements secrets de ces fonds ». Ce sera dans leur intérêt, ajoutera-t-il. Un intérêt à chercher dans la négociation entre les deux parties, où il serait inévitablement question d'offrir une réduction des peines ou des relaxes à ceux qui consentiraient à restituer les fonds détournés. Peut être que le débat au Parlement autour de l'action du gouvernement, avant de lui accorder la caution des députés, inciterait le Premier ministre à donner des éclairages ou plus de détails sur ce règlement à l'amiable qui garantirait la restitution des biens détournés. Probablement que ce dossier sensible est géré avec tant de soucis, eu égard à l'opinion publique, qui pourrait ne

pas être acquise à un règlement à l'amiable, ou ne verrait pas d'un même regard le règlement en question, si jamais il aboutissait à du concret. Sans parler de l'exploitation politique d'une telle démarche qui déboucherait sur une réduction des peines ou la libération des auteurs des détournements de fonds. A envisager également l'impossibilité pour ces derniers de vivre en Algérie après leur libération, et ils pourraient bien négocier un retrait dans un autre pays comme préalable à la restitution des sommes d'argent détournés illégalement à l'étranger. Sur un autre plan, pourrait-on considérer ce recours au règlement à l'amiable garantissant la récupération des fonds détournés comme un aveu d'impuissance des autorités à régler la question par la voie diplomatique et judiciaire, malgré les nombreuses requêtes judiciaires internationales émises dans ce sens ? Dans toutes leurs sorties médiatiques à ce propos, les autorités n'ont jamais manqué de signaler les difficultés insurmontables rencontrées dans le traitement de ce dossier. Seul l'ambassadeur d'Algérie à Paris a réussi à récupérer «44 biens immobiliers de l'Algérie, dont des appartements et des châteaux», en sus d'autres actions menées à l'intérieur du pays, et qui ont pu aboutir à la mise sous séquestre et restitution de quelques biens immobiliers et meubles appartenant aux responsables de hauts rangs et autres hommes d'affaires condamnés par la justice, ainsi que la mise sous séquestre de comptes bancaires, qui restent très infimes par rapport aux fonds détournés. Aujourd'hui, le gouvernement est-il arrivé à la conclusion, même si on y arrive avec des pincettes, qu'un apport d'argent frais et rapide dans les caisses de l'Etat vaut mieux que ces disgraciés derrière les barreaux ?

Ligue sont devenus légion, en plus des guerres en Irak et en Syrie dont les arabes ne parlent plus.

Le dernier en date, a dégénéré les relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc dont la rupture a été décidée par Alger le 24 août dernier. L'Egypte, l'Ethiopie et le Tchad se disputent des ressources en eau depuis longtemps sans pouvoir trouver un quelconque compromis. La cause palestinienne commence à être délaissée par plusieurs Etats arabes au profit d'une «normalisation» de leurs relations avec l'entité sioniste. Israël, faut-il le rappeler, a décroché en juillet dernier le statut de membre observateur au sein même de l'UA. Une présence dénoncée et condamnée par l'Al-

gérie et d'autres pays africains. La Commission africaine a d'ailleurs retenu dans son agenda l'examen de la question lors d'une réunion de son conseil exécutif prévue en principe pour les 13 et 14 octobre prochain à Addis Abeba. L'Afrique du Nord garde en tête que du 7 au 18 juin dernier, l'une des plus grandes manœuvres militaires américano-marocaines de l'African Lion ont eu lieu aux frontières ouest de l'Algérie, à leur lancement dans la région de Mahbès pour être menées plus tard sur d'autres territoires du Sahara Occidental. Ces manœuvres ont été exécutées par des milliers de soldats des Etats-Unis, du Maroc, du Sénégal et de la Tunisie en plus de ceux d'une vingtaine d'autres pays. Le Maroc a participé à la fin du

même mois à des manœuvres maritimes de l'OTAN aux côtés d'Israël. C'est dire que les situations arabo-africaines sont dangereusement impliquées les unes dans les autres.

Ramtane Lamamra s'arrêtera le jeudi prochain, 9 septembre, au Caire pour participer à la session du Conseil ministériel de la Ligue arabe. Mais avant, aujourd'hui, mardi, il quittera en principe Niamey pour Nouakchott pour dit-on «traduire la volonté de la direction politique algérienne de consolider sans cesse les relations de fraternité avec la Mauritanie». Il devra achever sa tournée africaine par une visite à Brazzaville, en République du Congo et à Kinshasa en République démocratique du Congo.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Ils réclament leurs agréments
Des concessionnaires automobiles en appellent à Tebboune



R. N.

Après avoir été soumis, de puis 2020, aux conditions de trois cahiers des charges du ministère de l'Industrie, des concessionnaires automobiles réclament leurs agréments d'importateurs et distributeurs de véhicules neufs.

Dans une lettre adressée au président de la république, un groupement de concessionnaires rappelle que ce retard inexplicable les a poussés à licencier plus de 3000 travailleurs.

Le texte rappelle que ces concessionnaires ont été exclus de leur activité et des projets industriels à partir de janvier 2017, avec l'arrêt des importations de véhicules neufs, tout en essayant de sauvegarder des emplois, particulièrement dans les ateliers des services après-vente.

Si certains d'entre eux ont obtenu en 2020, un agrément provisoire qui laissait présager un retour imminent de leur activité, une année après, un nouveau cahier des

charges est mis en place par le ministère de l'Industrie les obligeant à effectuer de nouveaux investissements pour se conformer aux nouvelles exigences, disent-ils.

Mais depuis la promulgation du décret exécutif 21-94, affirme le groupement des concessionnaires, ils sont dans l'incapacité d'importer les pièces de rechange d'origine en raison de la non obtention de l'agrément de concessionnaire pour l'importation de véhicules neufs. Selon la même source, la cause de ce retard préjudiciable est le non-respect de la part du comité technique interministériel, des délais réglementaires indiqués par les articles 13, 14 et 16 du décret exécutif 21-175, mais également l'exigence par ce même comité de documents non prévus par le cahier des charges.

Dans sa lettre, le groupement des concessionnaires appelle le président de la république à agir au plus vite pour endiguer la crise que connaît le marché de l'automobile en Algérie et permettre de créer des emplois.

Liste des nouveaux ambassadeurs et consuls

- | | |
|---|---|
| 1. Boutache : Washington | 37. Fritah Amor : N'djamena |
| 2. Benattou : Nouakchott | 38. Aroudj : Téhéran |
| 3. Bardad Daidj : Ottawa | 39. Allaoua : Berlin |
| 4. Magramane Lounes: Londres | 40. Larbaoui Nadir: MP NY |
| 5. Chebira : Le Caire | 41. Mimouni Sofiane: Ankara |
| 6. Menad : Bucarest | 42. Maandi : Kuala Lumpur |
| 7. Mahmoudi : Baghdad | 43. Issaad Mourad : Khartoum |
| 8. Chebihi : Dakar | 44. Mahi Boumediene : Yaoundé |
| 9. Osmane : Bakou | 45. Chawqui Chemam :
Consul Montpellier |
| 10. Redjel : Accra | 46. Djeflal : Athènes |
| 11. Touahria : Rome | 47. Nadjah baaziz : Besançon |
| 12. Kourta : Amman | 48. Sai hayet : Nice |
| 13. Hamid Khodja : Manama | 49. Amel Bouilot : Saint-Étienne |
| 14. Benamara Ismail: Moscou | 50. Benguerah Abderrahmane :
New Delhi |
| 15. Zeghmati, ancien Ministre :
Prague | 51. Arselane Bouzid :
Consul à San Francisco |
| 16. Djerrad Abdelaziz,
ancien PM : Stockholm | 52. Moktefi Djamel: Helsinki |
| 17. Chennine, P/APN: Tripoli | 53. Guenad : Tokyo |
| 18. Roumani Ibrahim :
Islamabad | 54. Hadj Lamine : CG Paris |
| 19. Irki : Djibouti | 55. Hassane Charif : Pretoria |
| 20. Adjabi : Botswana | 56. Baya Bensmail : Sofia |
| 21. Boubazine : Hanoi | 57. Saadi : Lusaka ouverture |
| 22. Boukrif : Burundi | 58. Saoudi : Windhoek |
| 23. Bensabri : Séoul | 59. Mahrez : Belgrade |
| 24. Marhoum : CG Djeddah | 60. Ouzerouhane :
Consulat à Frankfurt |
| 25. Oualid Cherif : Kampala | 61. Bessedik: Kingston |
| 26. Mhila Messaoud :
Consulat Rouen | 62. Amara Abdelghani :
CG Istanbul |
| 27. Belbarkani : Consulat pontoise | 63. Moussi : Madrid |
| 28. Noureddine Yazid : Harare | 64. Arif : Abou Dhabi |
| 29. Moussaoui Abdelkader :
Créteil | 65. Maoudj : Bobigny |
| 30. Kaid Slimane : Djakarta | 66. Rabhi : Pékin |
| 31. Bladehane Rachid : Brasilia | 67. Djaoud Malek : Antananarivo |
| 32. Milat : Sarajevo ouverture | 68. Bedjaoui : Kigali |
| 33. Benchiah : La Havane | 69. Hocine nassima : CG Milan |
| 34. Riache El Haouas : Bamako | 70. Ighil zakia :
Ambassadeur adjoint NY |
| 35. Abdelhak Salima : La Haye | 71. Zerkani: CGToulouse |
| 36. Hidjazi : Caracas | |

Le Conseil supérieur de la magistrature installé
«obligatoirement» avant la fin de l'année

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, a annoncé, lundi à Alger, la poursuite des travaux portant révision des deux lois organiques relatives au Conseil supérieur et au statut de la magistrature, de façon à permettre l'installation du Conseil «obligatoirement» avant la fin de l'année.

Supervisant la cérémonie d'installation de M. Taher Mamouni dans ses fonctions de premier président de la Cour suprême, M. Tabi a précisé que la dernière révision constitutionnelle avait accordé à la Cour suprême "une place de choix", en conférant de nouvelles prérogatives à son premier président, également vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, ajoutant que "des travaux sont en cours en vue de compléter l'arsenal juridique nécessaire à l'aboutissement du processus d'indépendance de la justice. Il s'agit de la révision des deux lois organiques relatives, respectivement, au Conseil supérieur et au statut de la Magistrature, conformément aux nouvelles dispositions constitutionnelles, afin de les présenter, le plus tôt possible, devant le Parlement, de façon à permettre l'installation du Conseil "obligatoirement" avant la fin de l'année en cours.

A cette occasion, le ministre a affirmé que la désignation du premier président de la Cour suprême s'inscrivait dans le cadre de "la nouvelle dynamique" enclenchée par le président de la République, Abdelmad-

jid Tebboune, laquelle vise à "doter les établissements importants de compétences nécessaires afin d'opérer la rupture avec la médiocrité et les anciennes pratiques de gestion", indiquant que M. Mamouni "jouit de la confiance du Président Tebboune pour sa compétence, ses valeurs morales et sa grande expérience dans le domaine".

Il a, en outre, indiqué que la Constitution avait souligné "le rôle de la magistrature dans la garantie des droits et des libertés et la protection de la société", ajoutant qu'afin de lui permettre de concilier la préservation des libertés et de l'ordre public, "les nouvelles dispositions constitutionnelles ont renforcé les prérogatives de la magistrature à travers le renforcement du rôle du Conseil supérieur de la magistrature et de l'indépendance de la justice".

Relevant que la Justice est désormais face à une responsabilité "historique", en ce sens que les citoyens aspirent à une application de Loi à tous, sans distinction et à une lutte contre "les graves fléaux qui menacent la paix sociale, à leur tête la criminalité dangereuse qui a éclaté les dernières années", le ministre a souligné que "l'espace dans lequel agit la Justice est déterminé par les lois de la République dont l'application est confiée à des magistrats qualifiés indépendants qui ne se réfèrent qu'à leur conscience professionnelle et à leur loi fondamentale".

La révision de l'action du judiciai-

re en vue de son actualisation, modernisation et adaptation aux évolutions effrénées dans la société algérienne, est "nécessaire, d'autant que la Patrie vit une nouvelle étape, des transformations profondes et un nouveau processus, qui requiert davantage de travail et de persévérance afin d'être à la hauteur des aspirations et des ambitions de la Nation, comme asseoir l'Etat de droit", a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Mamouni a fait part, au terme de son installation, de ses remerciements et de sa gratitude pour "la confiance" placée par le président de la République en sa personne, ajoutant que "cette responsabilité vient à une étape sensible alors que l'Algérie franchit des pas géants, en vue de remettre le pays sur les bons rails, à travers le renouvellement de toutes les institutions de l'Etat, conformément aux exigences du peuple".

A la même occasion, le premier responsable de la Cour suprême a demandé à tous de "fournir davantage d'efforts, unir les rangs, respecter la déontologie du métier et placer parmi leurs priorités, la concrétisation d'un seul objectif, à savoir la justice et l'équité".

A relever que la cérémonie d'installation du premier responsable de la Cour suprême a vu la présence du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, de la présidente du Conseil de l'Etat, Farida Benyahia et de nombre de responsables et de magistrats.

Raïna
Raïkoum
EL-HOUARI DILMI

Comment sortir
du rôle de
«faire-valoir» ?

Le mandat de la nouvelle législature commence avec l'examen et l'adoption du plan du gouvernement Benabderrahmane. Mais à quel moment donné, dans les annales politiques algériennes,

les Algériens se souviennent d'un débat général, franc et ouvert au Parlement ? La preuve en est que les lois votées ont toujours été d'inspiration présidentielle, ou de son prolongement qu'est l'appareil exécutif, c'est-à-dire la chefferie du gouvernement. Clé de voûte dans l'armature de toute organisation politique d'essence républicaine, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, si aucun de ces trois organes «peu souverains» n'est pleinement investi de ses prérogatives à cause de la «nature» même du «modèle» politique algérien, où le respect de la loi reste à consacrer, force est de constater que durant toutes les mandatures passées, le Parlement n'a jamais réussi à se départir de ce rôle de «croupion», propre aux systèmes rétifs à l'autre et au débat d'idées contradictoires. Contrôler le travail de l'exécutif, interpellier des ministres sur des questions engageant l'avenir de la nation, voter une motion de défiance, ou jouer de la capacité à sanctionner le gouvernement en cas de dérive, ne font pas encore partie des «très spéciales» us et coutumes politiques algériennes.

Elue au suffrage universel direct, l'APN n'a les mains libres ni vis-à-vis du pouvoir exécutif en place, ni encore moins face à sa raison d'être,

c'est-à-dire l'électorat, autrement dit le contribuable. Que dire encore de cette autre institution parlementaire, élue, elle, au suffrage universel indirect, se limitant dans un rôle de «faire-valoir» de ce qui

est pensé et décidé ailleurs... Le cas d'école algérien est d'ailleurs si «atypique» que la primature au gouvernement est confiée «sans coup férir» à un homme politique, loin des chapelles politiques traditionnelles, ni encore moins issu des rangs de la majorité parlementaire, comme cela se fait sous d'autres cieux plus «éclairés».

Mais l'épaisseur de la solde de nos édiles nationaux (un pied de nez au peuple des fauchés !) n'est-il pas fait justement pour camoufler le député dans le strapontin de simple «employé en col blanc», et le (s) pouvoir (s) en place dans le rôle d'«employeur», disposé(s), à chaque fois que l'exigent les péripéties politiques, à lâcher du lest pour mieux se prémunir contre les retours de manivelle, fussent-ils à blanc. Le recours, (au-delà de son bien-fondé ou non), à légiférer par ordonnance (au demeurant une prérogative constitutionnelle du chef de l'Etat), ne justifie-t-il pas ce sentiment tenace que le Parlement est toujours une sorte de «machin» pour passer à côté de son destin, celui de servir de véritable poumon à la démocratie, et du coup, consacrer la fonction, ô combien vitale, de contrôle, au sens plein du mot, et de contre-pouvoir à toute forme de dérive autocratique ?!

APN

Le plan d'action du gouvernement
présenté lundi

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane présentera, lundi prochain au lieu de dimanche, le plan d'action du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué la Chambre basse du Parlement dans un communiqué. "Dans le cadre de la

révision de l'agenda des travaux de l'APN, il a été décidé de reprendre les travaux en plénière, consacrée à la présentation du plan d'action du Gouvernement par le Premier ministre, lundi 13 septembre 2021 au lieu du dimanche 12 septembre 2021", note la même source.

"Le débat général est prévu pour les mardi et lundi 14 et 15 septembre 2021, avant de clôturer, en plénière le jeudi 16 septembre 2021, les travaux par les réponses du Premier ministre aux préoccupations des députés et procéder au vote du plan d'action du gouvernement", conclut le communiqué.

ANGEM Assurance obligatoire pour les bénéficiaires des micro-crédits

El-Houari Dilmi

« Un accord a été trouvé avec les compagnies d'assurances publiques et privées en vue de réviser la loi pour rendre obligatoire l'assurance de matériels et équipements contre les catastrophes naturelles au profit des entrepreneurs bénéficiaires du dispositif de micro-crédit », a indiqué, hier lundi, le directeur général de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Abdelfettah Djebnoune.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le DG de l'ANGEM, a expliqué que l'assurance « était jusque-là facultative mais de concert avec les compagnies d'assurances, nous avons convenu de la rendre obligatoire en révisant la loi », a-t-il souligné, « surtout que le nombre global de crédits accordés a atteint 950.000 bénéficiaires depuis la création de l'agence, ce qui constitue une aubaine inespérée pour les assurés », a-t-il ajouté.

Abdelfettah Djebnoune a également indiqué qu'un « accord est sur le point d'être trouvé entre le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme et l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), en vue d'encourager la culture de l'assurance chez les bénéficiaires de micro-crédits, surtout que la couverture contre les catastrophes naturelles ou autres aident le bénéficiaire à reconstituer son capital et à se protéger de la responsabilité civile en cas d'accident de travail. « Les derniers incendies dévastateurs qui ont endeuillé le pays et causé des dégâts énormes nous ont poussé à mener une cam-

pagne de sensibilisation pour inculquer la culture de l'assurance chez les bénéficiaires des programmes de l'ANGEM », a-t-il encore indiqué, ajoutant que cette campagne vise à « orienter les entrepreneurs qui bénéficient de micro-crédits vers les compagnies d'assurance afin d'assurer leurs équipements, machines et matériels contre tous les risques pouvant affecter leurs activités, pour bénéficier d'indemnités leur permettant de rétablir leurs activités endommagées ».

L'invité de la Radio a, aussi, révélé que 950.000 projets ont été mis en place dans le cadre du système de microcrédit, ce qui a permis la création de plus d'un million d'emplois depuis son lancement en 2005 jusqu'en juin 2021, soulignant que 64% du total des bénéficiaires sont des femmes.

Dans le sillage de la campagne de sensibilisation à l'importance de l'assurance de matériels et équipements contre les catastrophes naturelles, lancée le 1er septembre dernier, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, a indiqué que cette initiative « dénote l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics au secteur de l'assurance et à son développement, soulignant sa disposition à accompagner les bénéficiaires des micro-crédits en leur fournissant toutes les informations nécessaires sur ce sujet ».

Dans ce contexte, M. Benmicia a dévoilé un projet de convention à conclure entre l'UAR et l'Agence Nationale de Gestion du Micro crédit, pour définir les mécanismes visant à fournir des prestations d'assurance aux bénéficiaires du microcrédit.

Ministère de l'Intérieur Fin de fonctions pour 9 chefs de daïra, 73 autres mutés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud a opéré, dimanche après aval du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïras, a indiqué un communiqué du ministère.

«Après aval du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des

Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a opéré dimanche, 27 Muharam 1443 de l'hégire correspondant au 5 septembre 2021, un mouvement partiel dans le corps des chefs de daïras. Il a, ainsi été mis fin aux fonctions de neuf (9) chefs de daïras, outre la mutation de 73 autres et la promotion de 43 cadres au poste de chef de daïra», a conclu la même source.

Tribunal Sidi M'Hamed Le procès de Hamid Melzi reporté au 13 septembre

Le procès de l'ancien directeur général de l'établissement public «Sahel», Hamid Melzi, a été reporté au 13 septembre, par le juge du pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'Hamed d'Alger, suite à la demande des avocats de la défense.

Hamid Melzi, placé sous mandat de dépôt depuis mai 2019, est poursuivi par le même tribunal, au même titre que les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi que

plusieurs cadres, pour abus de fonction volontaire à l'effet d'accorder d'indus privilèges en violation des lois et réglementations, outre la conclusion de contrats en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour attribution d'avantages injustifiés à autrui.

Rappelons que l'ouverture de ce procès a été prévue le 16 août dernier au niveau de la même instance judiciaire, et ce après plus de deux années d'instruction.

Un nombre important de logements distribué le 1er novembre

Une vaste opération de distribution d'un nombre important de logements, toutes formules confondues, aura lieu le 1er novembre prochain au niveau national, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, a indiqué lundi à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. S'exprimant en marge d'une rencontre avec le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, M. Belaribi a fait état des préparatifs en cours pour la livraison d'un "bon nombre" de logements dans différentes formules dans les 58 wilayas, soulignant que les cadres du ministère effectuent actuellement des sorties de terrain au niveau de l'ensemble des sites d'habitation en cours de réalisation, afin d'accélérer le rythme des travaux et trouver des solutions à tous les problèmes pouvant survenir au niveau de ces sites. Il a dans ce sillage rappelé l'opération de distribution de 100.000 unités de logements, toutes formules confondues, qui a eu lieu le 5 juillet dernier, ajoutant que la réalisation des logements nécessitait davantage d'efforts et de coordination avec plusieurs secteurs, en tête desquels celui des Ressources en eau, dans l'optique de fournir de l'eau potable et des canalisations sur tous les sites d'habitation.

Quant aux grands sites d'habitations, à l'instar du pôle urbain de Hjar El Mangoub (Guelma), le ministre a fait part de la programmation de livraison de 6.000 logements, auxquels viennent s'ajouter 20.000 autres logements dans la wilaya de Blida, qui seront livrés la fin de cette année ou le début de l'année prochaine. Par ailleurs, et en réponse à une question relative à

la date de parachèvement des travaux de Djamaa El Djazair (Grande Mosquée d'Alger), M. Belaribi n'a pas donné de date précise, expliquant qu'il "y a des travaux à caractère technique qui ont été entamés, avec l'élaboration de la feuille de route". Et de souligner, à ce propos, que tous les problèmes techniques en suspens au niveau de la voie d'accès Nord ont été réglés, alors que la voie de l'Est connaît aussi des travaux, dont le parachèvement sera dans 20 jours. Après le parachèvement de ces travaux, Djamaa El Djazair sera ouverte aux citoyens pour accomplir leurs rites religieux "dans les plus brefs délais", a-t-il poursuivi.

La gestion des réservoirs d'eau dans les agglomérations, désormais à la charge du ministère des Ressources en eau. Pour ce qui est de la réunion qui a regroupé, aujourd'hui, les deux ministres, elle a été consacrée à transmettre la gestion des petits réservoirs d'eau (un dans chaque immeuble) au ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, et ce afin d'"éviter une double gestion". A ce propos, M. Belaribi dira qu'il a été convenu de confier la mission de gestion des petits réservoirs d'eau existant dans chaque immeuble des sites d'habitation au niveau national, au ministère des Ressources en eau et de la sécurité hydrique, ajoutant que cette opération se fait, graduellement, avec un taux atteint de 60% au niveau des agglomérations à Sidi Abdallah (Alger), Bouinan (Blida) par exemple, jusqu'à atteindre de manière définitive une gestion unifiée de ces réservoirs.

Pour sa part, M. Hasni a indiqué que son secteur soutenait le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en œuvrant à assurer l'eau

potable et les prestations d'assainissement au niveau des ensembles des agglomérations, en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen.

Concernant le système de pompage relevant des cités AADL, il a fait savoir que les équipes relevant du secteur ont entamé la transmission de l'opération de gestion unifiée par le ministère des Ressources en eau, en vue d'éviter la double gestion au niveau des logements AADL.

Ajoutant qu'actuellement il est procédé à la réhabilitation de certains petits réservoirs se trouvant dans chaque immeuble, le même responsable a relevé que la transition vers la gestion unifiée de ces réservoirs se fait de manière progressive.

Pour lui, à l'avenir, il sera procédé dans les nouveaux plans d'habitation, à l'installation d'un réservoir de grand volume au niveau de chaque cité, en vue d'éviter l'installation de multiples réservoirs au niveau de chaque immeuble. Pour ce qui est des grands ensembles d'habitation dans lesquels la durée de réalisation des travaux relatifs à l'assainissement et à l'eau potable durent longtemps, à l'instar des ensembles existant à Guelma, Meftah et Bouinan, M. Hasni a affirmé la possibilité de "mettre des solutions provisoires, en vue d'assurer l'eau potable dans l'attente de la réalisation du projet qui nécessite un grand temps pour une solution finale". Pour ce qui est de la nouvelle administration de la société SEAAL, M. Hasni a indiqué que le contrat avec la société française "Suez" a pris fin après 15 années de collaboration, et ce après l'atteinte de tous ses objectifs tracés, d'autant que "la société SEAAL est gérée actuellement avec des compétences jeunes à 100% algériennes".

Programme de densification Mobilis lance une opération maintenance sur son réseau

R. N.

ATM Mobilis annonce une opération de maintenance sur son réseau dans plusieurs communes d'Alger. L'intervention a débuté dimanche dernier, précise un communiqué de l'opérateur, rendu public hier. « Mobilis informe ses clients, qu'un plan d'intervention est programmé sur plusieurs sites relevant de la wilaya d'Alger, durant les soirées allant du dimanche 05 au dimanche 12 septembre 2021 », annonce le com-

munié qui précise que cette opération intervient « dans le cadre de la concrétisation de son plan d'action de modernisation et de déploiement technique de la couverture de son réseau ». « Quelques perturbations sur le réseau pourront être ressenties par nos clients, suite à cette opération », ajoute la même source. Selon les indications du communiqué, vingt-cinq (25) communes sont concernées par cette opération maintenance. Il s'agit de : « Ain Benian, Al Achour, Alger Centre, Bab

Ezzouar, Beni Messous, Bologhine, Bordj El Kiffan, Bourouba, Cheraga, Dar El Beida, Douera, Djisr Ksentina, Draria, El Biar, El Hammamet, El Harrach, El Mouradia, Hydra, Staoueli, Souidania, Ouled Fayet, Rouiba, Saoula, Sidi El Kebir et Sidi M'hamed ». « Fortement engagé dans un programme de densification et de modernisation de son réseau, Mobilis, s'excuse auprès de tous ses clients pour la gêne occasionnée », ajoute le communiqué de l'opérateur mobile.

Coronavirus : 309 nouveaux cas et 25 décès enregistrés

Trois cent neuf (309) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 274 guérisons et 25 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 198.313 dont 309 nou-

veaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.445 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 135.232 cas. En outre, 36 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Par ailleurs, 19 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont

enregistré de 1 à 9 cas et 13 wilayas ont connu 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Afghanistan

Les talibans annoncent avoir pris le contrôle complet du Panchir



Les talibans ont annoncé lundi avoir pris le contrôle «complet» de la vallée du Panchir, où s'était organisée la résistance à leur rencontre depuis leur prise du pouvoir en Afghanistan à la mi-août. «Avec cette victoire, notre pays est désormais complètement sorti du marasme de la guerre. Les gens vivront maintenant dans la liberté, la paix et la prospérité», a déclaré dans un communiqué le principal porte-parole taliban, Zabihullah Mujahid. «Des insurgés ont été tués et le reste a fui. La respectable population du Panchir a été sauvée des preneurs d'otage. Nous (lui) assurons que personne ne fera l'objet de discrimination. Ils sont tous nos frères et nous travaille-

rons ensemble pour un pays et un objectif», a-t-il ajouté.

La vallée du Panchir, enclavée et difficile d'accès, à 80 km au nord de Kaboul, était le dernier foyer d'opposition armée aux talibans, qui ont pris le pouvoir le 15 août et obtenu le départ des dernières troupes étrangères deux semaines plus tard. Bastion anti-taliban de longue date, la zone, que le légendaire commandant Ahmed Shah Massoud a contribué à rendre célèbre à la fin des années 1990 avant d'être assassiné par Al-Qaïda en 2001, abrite le Front national de résistance (FNR).

Emmené par Ahmad Massoud, le fils du commandant Massoud, le FNR comprend des membres de milices locales ainsi que d'anciens

membres des forces de sécurité afghanes qui sont arrivés dans la vallée lorsque le reste de l'Afghanistan est tombé. Le Panchir n'était jamais tombé aux mains ennemies, que ce soit sous l'occupation soviétique dans les années 1980, ou sous l'ascension des talibans au pouvoir pour la première fois une décennie plus tard. Le FNR avait proposé dans la nuit de dimanche à lundi un cessez-le-feu, après avoir semble-t-il subi de lourdes pertes au cours du week-end. Il avait indiqué avoir «proposé aux talibans de cesser leurs opérations militaires dans le Panchir... et de retirer leurs forces. En retour, nous demanderons à nos troupes de s'abstenir de toute action militaire».

Après le coup d'état en Guinée

Un Comité national de rassemblement et de développement instaure un couvre-feu



Le Comité national de rassemblement et de développement (CNRD), mis en place par les éléments du Groupement des forces spéciales (GFS) après leur prise de pouvoir en Guinée, a instauré, dimanche soir, un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national à partir de 20H00 et ce jusqu'à nouvel ordre, a déclaré à la télévision publique guinéenne un porte-parole du comité. Dans le communiqué, le porte-parole des militaires a indiqué que le CNRD confirmait la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale, ajoutant que les secrétaires

généraux des ministères assureraient, à compter de ce jour, la continuité des charges courantes.

De même, les gouverneurs des régions sont remplacés par les commandants des régions militaires et les préfets et sous-préfets remplacés par les commandants d'unités de la plus grande localité, selon le communiqué. «Les ministres sortants et les anciens présidents des institutions sont conviés à une rencontre aujourd'hui au Palais du peuple», a fait savoir le porte-parole du CNRD, notant que tout refus de se présenter serait considéré comme une «rébel-

lion contre le Comité national de rassemblement et de développement. Le CNRD a invité les fonctionnaires à reprendre le travail dès lundi et que les dispositions seront prises pour assurer la sécurité des citoyens ainsi que de leurs biens. Les unités militaires de l'intérieur du pays ont été invitées à garder la sérénité et à éviter des mouvements vers Conakry. Le CNRD a également dit vouloir rassurer la communauté internationale que l'intégrité physique et morale de l'ancien président «n'est pas engagée» et qu'il aurait accès à des soins sanitaires.

Libye : un fils de Kadhafi libéré après sept ans en prison



L'un des fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, emprisonné depuis sept ans, a été libéré en application d'un verdict rendu voilà plusieurs années, une mesure qui semble faire partie des efforts en vue d'une réconciliation nationale dans un pays miné par les divisions. Dans le sillage du Printemps arabe et après 42 ans d'un pouvoir sans partage, le dictateur Mouammar Kadhafi et ses proches sont tombés en 2011 sous le coup d'un soulèvement populaire, éliminés, emprisonnés ou forcés à l'exil.

Détenu dans une prison de Tripoli depuis 2014, Saadi Kadhafi, un ex-footballeur à la réputation de playboy, a été libéré dimanche «en exécution d'une décision de justice» rendue il y a plusieurs années, a affirmé le ministère de la Justice sans préciser s'il était encore en Libye ou s'il avait quitté le pays. «Saadi a été remis à sa famille conformément aux procédures légales», a indiqué de son côté lundi le Gouvernement d'unité nationale dans un communiqué. Aucun membre de la famille Kadhafi ne réside encore en Libye, la plupart ont trouvé refuge à Oman, pays du Golfe. Selon des médias libyens, Saadi Kadhafi, 47 ans, a quitté dimanche soir le territoire libyen sur un vol en direction de la Turquie.

«SANS EXCEPTION»

Extradé du Niger le 6 mars 2014, où il avait fui après la révolte de 2011, Saadi Kadhafi a été jugé et acquitté en avril 2018 par la Cour d'appel de Tripoli du meurtre en 2005 d'un ancien entraîneur du club de football Al-Ittihad de Tripoli, Bachir Rayani. Il devait également être jugé pour son implication présumée dans la répression meurtrière de la révolte. Depuis 2011, la Libye a sombré dans le chaos, marqué ces dernières années par l'existence de pouvoirs rivaux dans l'Est et l'Ouest sur fond d'ingérences étrangères mais surtout de luttes fratricides qui ont accentué les divisions et de violences meurtrières. Parallèlement au processus politique pour sortir

le pays de l'ornière, des efforts sont en cours, encouragés surtout par l'ONU, pour pousser vers une réconciliation nationale sans laquelle aucun acquis politique ne serait viable. Dans son communiqué, le gouvernement d'unité, installé en mars sous la houlette de l'ONU, a d'ailleurs rappelé son engagement «libérer tous les prisonniers selon les décisions de justice, sans exception», dans l'esprit d'une «réconciliation nationale inclusive, fondée sur l'application et le respect de la loi». Des milices qui faisaient la loi en Libye refusaient elles par moments des libérations pourtant décidées par la justice.

EXIL, PRISON

Le gouvernement d'unité actuel est appelé à organiser des élections législatives et présidentielle annoncées pour décembre, mais la tenue des scrutins devient de plus en plus hypothétique en l'absence d'un cadre constitutionnel censé les régir.

Saadi était le troisième fils du dictateur libyen qui a pris le pouvoir après le coup d'Etat militaire de 1969. Mouammar Kadhafi avait centré le pouvoir au sein du cercle familial. Trois des sept fils de l'ex-dirigeant libyen sont morts durant la révolte en 2011. Outre Saadi, son fils Mohamed a trouvé refuge à Oman, Hannibal est détenu au Liban et Seif al-Islam dont on a perdu la trace est réapparu en juillet dernier lors d'une interview au New York Times.

L'épouse du dirigeant déchu, Safiya, et sa fille Aisha vivent à Oman. Saadi Kadhafi, ancien patron de la fédération libyenne de football, a d'abord été connu pour sa brève carrière dans le championnat italien avant qu'Interpol ne demande son arrestation ainsi que celle de sa famille pour leur rôle dans la répression de 2011. Bien qu'accusé de tirs contre les manifestants et d'autres crimes lors du soulèvement, Saadi n'est pas poursuivi par la Cour pénale internationale, contrairement à son frère Seif al-Islam.

Air Algérie : activités annexes Opportunités de renforcer les revenus

Par Mehalli Mahmoud *

1re partie

Les contributions mettent en lumière les domaines que nous avons identifiés comme prioritaires pour assurer l'amélioration de la performance d'Air Algérie, et représentent un projet viable pour la compagnie. Une dizaine de contributions ont fait l'objet de publication dans différents quotidiens nationaux et ont concerné les domaines suivants :

1. Un diagnostic détaillé de l'entreprise portant sur tous les aspects stratégiques et opérationnels importants pour Air Algérie, qui inclut une réflexion sur le processus de réorganisation de la compagnie.

Ce diagnostic est complété par la définition d'une stratégie innovante qui tient compte du contexte et du nouvel environnement.

Des sujets d'intérêts suscités par le nouveau contexte ont été esquissés et portent sur :

- La révision du modèle de distribution du produit Air Algérie dont le coût est prohibitif qui nécessitera l'implémentation d'un nouveau modèle d'affaires.

- Comment Air Algérie regagne sa position dans les marchés africains.

- La création d'une compagnie régionale domestique portée par un modèle d'affaires low cost versus une filiale AH domestique qui présente un bilan avantage/coût plus favorable. De plus, son implémentation ne nécessite pas un lourd investissement.

- Éléments de relance de la compagnie Air Algérie et bien d'autres, etc.

Voici une contribution globale incluant les activités assistance au sol (handling), catering, simulateur et activités auxiliaires. Elle complète ainsi les contributions précédentes. Je rappelle que j'ai évoqué volontairement la nature et contenu des différentes contributions pour frapper les esprits que je suis le seul et unique porteur d'un véritable projet d'entreprise.

L'AUGMENTATION DE LA CONCURRENCE POURRAIT FREINER LA PROGRESSION FUTURE DES REVENUS D'AIR ALGÉRIE

1. L'activité passagers réguliers à l'international est largement dépendante des routes vers la France, qui sont aujourd'hui confrontées à une pression grandissante de la concurrence.

2. Un réseau domestique déficitaire et sous la menace d'une concurrence difficile à prévoir (Tassili Airlines et éventuellement d'autres opérateurs...)

3. une activité fret à toutes les peines de décoller, malgré un contexte relativement favorable.

L'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DE DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS AUXILIAIRES

Les fortes marges générées par ces activités comparativement à l'activité passagers et fret, et l'absence de concurrence sur ces marchés ou peu développée actuellement et activités renfermant un fort potentiel de développement sont les arguments de base pour appuyer et supporter les options possibles de leur développement. Air Algérie dispose d'atouts pour ces activités, capables de défrayer un positionnement appréciable, qui est source de revenus.

Les projections pour les activités annexes semblent présenter des opportunités pour les prochaines années, et les compagnies aériennes ont recours à ces activités pour pallier à la faiblesse des marges de l'activité passagers, résultat d'une concurrence qui érode leurs revenus, probablement appelée à s'intensifier après l'assouplissement de la crise sanitaire et économique. Ces activités sont :

Cette contribution complète ainsi les contributions précédentes. Elles englobaient tous les secteurs d'activités de la compagnie, commercial, maintenance, organisation et mesures de réduction des coûts. Au-delà d'un constat et diagnostic, nous recommandons des pistes pour améliorer la performance de la compagnie.

- 1- Touchées/Assistance au sol**
- 2- Prestations hôtelières à compagnies tierces, ventes à bord**
- 3- Simulateur de vol**
- 4- Revenus auxiliaires**

Leur importance est fournie par le volume d'affaires réalisé de 2.169 millions DA (2018 et excluant l'activité simulateur et revenus auxiliaires), soit 3% du chiffre d'affaires global pax compagnie et 25% du revenu réalisé pour l'activité passagers domestique.

Les activités annexes dépassent largement l'activité fret cargo (791 millions DA en 2018) qui exige des investissements avions pour le maintien de l'activité, sources de mobilisation efforts, moyens et énergie par la compagnie, le réseau Afrique (1.769 millions DA, le réseau Chine (1.608 millions DA) qui génèrent des déficits structurels (2018).

Ce constat préliminaire doit mettre la compagnie dans l'obligation d'opérer un tournant dans sa stratégie et réorienter sa démarche pour appuyer le développement de ces activités, source de revenus dont les moyens de leur développement existent.

Faiblesses communes à ces activités à corriger :

- gestion des processus non optimisée ou peu développée
- faible gestion commerciale et faible contrôle
- manque d'indicateurs de performance adaptés aux besoins des activités afin d'évaluer la performance et les besoins
- absence d'un système d'information au niveau requis

1. Touchées/Assistance au sol

Air Algérie est capable de fournir des prestations d'assistance au sol à l'ensemble des compagnies étrangères présentes en Algérie. Sa filialisation attendue constitue probablement une réponse stratégique.

Elle dépend fortement du développement du marché en Algérie et potentiellement dans la desserte de nouvelles escales par les compagnies étrangères

L'apparition d'un concurrent (Swissport) a remis en cause la suprématie d'Air Algérie sur le marché, un marché convoité par ailleurs par la SGSIA.

Air Algérie assure aujourd'hui en monopole (sauf à Alger) les prestations d'assistance sur 25 aéroports algériens :

- La compagnie travaille pour son seul compte sur 14 plateformes de taille modeste, et assure des prestations pour elle-même et pour le tiers sur 11 aéroports.

- A Alger, la donne change avec l'arrivée sur le marché de l'assistance de la Société concurrente Swissport.

Il convient de préciser une faible satisfaction des clients sur la qualité service et les prix offerts par Air Algérie, ce qui nécessitera des efforts importants d'Air Algérie pour conserver ce marché et assurer un positionnement durable.

Le marché de l'assistance aéroportuaire a profondément évolué sur les deux dernières décennies :

- Sur la majorité des aéroports de grande et moyenne taille, la concurrence, avec concession à un nombre d'opérateurs limité, est devenue la règle.

- Les compagnies aériennes nationales et les gestionnaires aéroportuaires ne contrôlent plus qu'une faible partie de ce marché en Europe du Nord.

- Les acteurs privés majeurs sont implantés sur plusieurs aéroports, dans plusieurs pays (Swissport, Servisair, Avia Partner, Ground Force, etc.).



- La dématérialisation des billets (e-ticket, distribution Internet), la recherche de productivité des compagnies majeures, le développement des compagnies low cost induisent une généralisation des bornes libre-service d'enregistrement, malgré le renforcement des procédures de sûreté. Les enjeux en termes de productivité et de qualité de service aux passagers (fluidité, HLE) sont très forts.

La libéralisation du transport aérien en Algérie va provoquer :

- Une redistribution des clients sur les opérateurs, dans des proportions de 30 à 70% pour les nouveaux entrants après 3 ans de fonctionnement.

- une baisse substantielle des tarifs pratiqués, les marges restant généralement positives dans les cas de duopoles. Les marges sont souvent devenues négatives pendant plusieurs années avant la stabilisation du marché en cas d'oligopole sur des aéroports de taille moyenne.

Les conséquences pour Air Algérie de la libéralisation en Algérie sont essentiellement :

- Un départ à la concurrence d'une proportion importante des clients historiques Air Algérie.

- Une baisse tarifaire de 10 à 20%.

- Une forte exigence des clients en termes de qualité de service et d'utilisation de moyens d'enregistrement automatisés.

Dans le cadre de sa restructuration, Air Algérie est appelée à transférer l'activité assistance au sol en Algérie à sa nouvelle filiale, AH Handling. Cette opération a pour objectif de diminuer le coût de la touchée pondérée et d'améliorer ainsi les indicateurs de ponctualité et de qualité de service. Le transfert de l'assistance au sol devrait également permettre de développer le chiffre d'affaires réalisé avec les clients tiers.

Le processus d'organisation nécessitera d'autonomiser l'activité qui aura pour effet d'accroître le niveau d'exigence, notamment dans les domaines suivants :

- La gestion des effectifs

- La « mesure » de la qualité de la prestation au passager

- La « rentabilité » des escales

La filialisation de l'activité Handling doit comporter par ailleurs une exigence de maîtrise des coûts et de gestion optimale en termes de rentabilité et d'organisation. De fait, la recherche de partenariat constitue une option, et sera identifiée sur la capacité du futur partenaire à faire du transfert de savoir-faire dans l'optimisation de la gestion des escales

LES ATOUTS D'AIR ALGÉRIE

SES FORCES :

- Un personnel expérimenté

- Une présence sur l'ensemble des aéroports de l'Algérie

SES FAIBLESSES :

- Déséquilibre entre les recettes de Handling 771 MDZ et les dépenses de Handling 2,2 MDZ

- Concurrence naissante d'EGSA, SGSIA et Swissport

- Absence de pilotage et de mesure spécifique de la qualité de service

- Gestion des irrégularités difficilement prévisible

- Connaissance approximative de la détermination des coûts

AXES DE DÉVELOPPEMENT ET PROGRÈS

- La concurrence, donc la « maîtrise des coûts »
- Amélioration de la coordination au sol avec des intervenants de différentes structures (catering, fuel, nettoyage, etc.)

- Développement des outils de pilotage

- Valorisation de la « qualité » de la prestation AH dans le nouvel environnement concurrentielLa réduction des écarts de gestion et la recherche d'un partenariat ciblé selon une logique de complémentarité seront susceptibles d'augmenter les revenus de la compagnie.

A suivre...

* Docteur d'État en aéronautique
Consultant et Expert international en aviation civile
Membre éminent de British Association
of Aviation Consultants
Member of the Institute of Management
Member of the Chartered Institute of Transport
Member of the Institution of Highways and Transportation
Member of the Royal Aeronautical Society

Lutte contre la corruption et la mauvaise gestion Quels mécanismes de contrôle ?

La corruption, à ne pas confondre avec acte de gestion, devant éviter de freiner les énergies créatrices, la définition du manager étant de prendre des risques, pouvant gagner ou perdre, démobilise la société par une méfiance généralisée et accentue le divorce Etat-citoyens. Il n'appartient pas au ministère de l'Intérieur dans un Etat de droit de dire s'il y a corruption ou pas, ce ministère lui-même étant soumis au contrôle, devant laisser aux services de sécurité et aux organismes de contrôle de faire leur travail dans une totale discrétion.



Par Abderrahmane Mebtoul*

Le combat contre la corruption et la bureaucratie, ce rêve si cher à tous les Algériens, sera-t-il réalisé ? C'est l'objet de cette présente contribution d'une brûlante actualité et de surcroît très sensible en soulignant que la corruption menace les fondements de l'Etat et donc la sécurité nationale.

1. - Transparency International, dans son rapport de janvier 2021, note que la frustration face à la corruption des gouvernements et le manque de confiance dans les institutions témoignent de la nécessité d'une plus grande intégrité politique devant s'attaquer de toute urgence au rôle corrupteur des grosses sommes d'argent dans le financement des partis politiques et à l'influence induite qu'elles exercent sur les systèmes politiques. L'ONG relève que «les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont complètes et systématiquement appliquées ont un score moyen de 70 sur l'IPC, alors que les pays où ces réglementations sont soit inexistantes, soit mal appliquées, n'obtiennent respectivement qu'une moyenne de 34 et 35». Qu'en est-il du classement sur la corruption de l'Algérie de 2003 à 2020 : 2003 : 88^e place sur 133 pays; 2004 : 97^e place sur 146 pays; 2005 : 2,8 sur 10 et 97^e place sur 159 pays; 2006 : 84^e place sur 163 pays; 2007 : la 99^e place sur 179 pays; 2008 : 92^e place sur 180 pays; 2009 : 111^e place sur 180 pays; 2010 : 105^e place sur 178 pays; 2011 : 112^e place sur 183 pays; 2012 : 105^e place sur 176 pays; 2013 : 105^e rang sur 107 pays; 2014 : 100^e sur 115 pays; 2015 : 88^e sur 168 pays; 2016 : 108^e sur 168 pays; 2017 : 112^e place sur 168 pays; 2018 : 105^e place sur 168 pays; 2019 : 106^e sur 180 pays. Rapport de janvier 2021 pour 2020, 104^e place sur 180 pays avec une note de 36 sur 100. Selon cette institution internationale, une note inférieure à 3 signifie l'existence d'un «haut niveau de corruption, entre 3 et 4, un niveau de corruption élevé, et que des affaires saines à même d'induire un développement durable ne peuvent avoir lieu, cette

corruption favorisant surtout les activités spéculatives. Les différents scandales financiers en Algérie, qui touchent certains secteurs publics et privés, relatés chaque jour par la presse nationale, dépassent souvent l'entendement humain du fait de leur ampleur, encore que tout Etat de droit suppose la présomption d'innocence afin d'éviter les suspicions et les règlements de comptes inutiles. Pourtant, ces constats témoignent de la désorganisation des appareils de l'Etat censés contrôler les deniers publics et surtout le manque de cohérence entre les différentes structures de contrôle. Cela dénote de l'urgence d'une moralisation de la vie publique, en mettant en place d'autres mécanismes qui évitent que ces pratiques ne se reproduisent. La mise en place de ces mécanismes transparents renvoie à plus de liberté, d'efficacité économique, de justice sociale (indépendance de la justice), de moralité des institutions et de démocratie. Il ne s'agit pas de créer des commissions sans lendemain.

2. - Si l'on excepte la mauvaise gestion de certaines entreprises publiques qui accaparent une partie importante du financement public, il ne faut jamais oublier l'administration et les services collectifs (les structures éducatives, de santé, des barrages), les infrastructures (les coûts des logements, routes, les aéroports), etc., qui, également, accaparent une fraction importante du budget étant géré encore selon les normes des années 1970, ignorant les règles de la rationalisation des choix budgétaires. S'est-on interrogé une seule fois par des calculs précis sur le prix de revient des services de la Présidence, du chef du gouvernement, des différents ministères et des wilayas et APC, de nos ambassades (car que font nos ambassades pour favoriser la mise en œuvre d'affaires profitables au pays?), du coût des différents séminaires et réceptions et commissions par rapport aux services rendus à la population algérienne ? Parallèlement, il convient de se poser la question de l'efficacité des transferts sociaux souvent mal gérés

et mal ciblés qui ne s'adressent pas toujours aux plus démunis. Il semble bien qu'à travers toutes les lois de finances, l'on ne cerne pas clairement les liens entre les perspectives futures de l'économie algérienne et les mécanismes de redistribution devant assurer la cohésion sociale, donnant l'impression d'une redistribution passive de la rente des hydrocarbures sans vision stratégique, bien qu'il existe certaines dispositions encourageant l'entreprise.

Dans ce cadre, de la faiblesse de la vision stratégique globale, le système algérien tant salarial que celui de la protection sociale est diffus, et dans la situation actuelle, plus personne ne sait qui paye et qui reçoit, ne connaissant ni le circuit des redistributions entre classes d'âge, entre générations et encore moins bien les redistributions entre niveaux de revenus ou de patrimoine. C'est la mauvaise gestion et la corruption qui expliquent que le niveau des dépenses est en contradiction avec les impacts économiques et sociaux. De ce fait, le contrôle institutionnel dont la Cour des comptes, organe suprême de contrôle selon la Constitution, dépendante de la présidence de la République, en léthargie depuis de longues années, l'organe de lutte contre la corruption, l'Inspection générale des finances (qui est juge et partie dépendant d'un ministre), sans parler des contrôles routiniers des services de sécurité, devra éviter les télescopages, donc une cohérence et coordination dans la démarche du contrôle. Mais le contrôle le plus efficace passe par une plus grande démocratisation, l'APN et le Sénat devant en principe jouer un rôle de contrepoids par des critiques et propositions productives, ne devant pas servir d'antichambre de l'exécutif devant l'aider à corriger ses erreurs.

L'efficacité du contrôle passe nécessairement par une lutte contre ce cancer, la bureaucratie. Le bureau, comme l'a montré le grand sociologue Max Weber, est nécessaire dans toute économie mais il doit être au service de la société et non s'ériger en terrorisme bureaucratique qui enfante la corruption renvoyant au poids de la sphère in-

formelle qui contrôle plus de 45/50% de la superficie économique et selon des données contradictoires officielles entre 33% et 45% de la masse monétaire en circulation, avec une intermédiation financière informelle réduisant la politique financière de l'Etat.

Dans ce cadre, l'intégration de la sphère informelle selon une vision cohérente, loin de toute vision bureaucratique autoritaire, doit aller de pair avec une participation plus citoyenne de la société civile et devant favoriser la légitimité de tout Etat du fait qu'elle permettra à la fois de diminuer le poids de la corruption à travers les réseaux diffus et le paiement des impôts directs qui constituent le signe évident d'une plus grande citoyenneté, l'élément fondamental qui caractérise le fonctionnement de l'Etat de droit étant la confiance.

On peut émettre l'hypothèse que c'est l'Etat qui est en retard par rapport à la société qui enfante ses propres règles qui lui permettent de fonctionner. La corruption est également favorisée par les produits subventionnés, la distorsion, de la cotation du dinar par rapport aux pays voisins, le trafic aux frontières lié à la cotation du dinar sur le marché parallèle. La procédure est simple : je vous achète 1 euro, vous me facturez 1,10 ou 1,20 euro et on partage, et comme la différence avec le marché parallèle est de 50%, il y a encore une rente au niveau du marché intérieur, où souvent le prix final s'aligne pour les produits importés sur le marché parallèle excepté les produits subventionnés. Cela pose la problématique de la réforme bancaire, lieu de distribution de la rente, qui doit toucher la nature du système et pas seulement la rapidité de l'intermédiation financière par la numérisation (aspect purement technique), qui, paradoxalement, pourrait faciliter des détournements plus rapidement si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal.

Suite en page 8

* Docteur

Professeur des universités, expert international, haut magistrat (premier conseiller) et Directeur général des études économiques à la Cour des comptes 1980/1983

Lutte contre la corruption et la mauvaise gestion Quels mécanismes de contrôle ?



Suite de la page 7

3. Un autre facteur important, un système d'information transparent et fiable est une condition fondamentale de tout contrôle. La crise mondiale actuelle a bien montré l'urgence de l'intervention des Etats du fait que les mécanismes de marché seuls ne garantissent pas la transparence et le développement. Du fait que toute société est caractérisée par les imperfections des marchés, hypothèse de marchés totalement concurrentiels étant la tendance idéale, l'intervention de l'Etat régulateur s'avère stratégique afin de mettre à la disposition des opérateurs préoccupés par leur gestion quotidienne, de l'information afin de minimiser les risques, donc les coûts de transaction, au moyen d'observatoires au niveau macroéconomique, parallèlement à une politique monétaire, fiscale, douanière, claire, permettant des prévisions sur le moyen et le long terme.

Pour l'Algérie, la non-maîtrise des données tant nationales qu'internationales, la faiblesse de la codification existante, la rente ayant pendant des années comblé les déficits au nom d'une paix sociale fictive, la marginalisation des compétences, tout cela engendré fondamentalement par la nature du système bureaucratique, expliquent l'effondrement du système d'information à tous les niveaux, où parfois des responsables sont informés par la presse ignorant le fonctionnement de leur secteur. Or, une erreur de politique économique peut se chiffrer en pertes pour la nation de plusieurs centaines, voire des milliards de dollars. Il existe des liens complexes entre le façonnement des comptes au niveau des entreprises et l'environnement et lorsqu'on invoque la mauvaise gestion, il y a lieu de bien cerner l'ensemble des causes internes et externes du résultat brut d'exploitation. D'autant plus que les opérateurs publics durant cette phase où la bureaucratie est omniprésente subissent des injonctions qui échappent à leurs propres initiatives dont les différentes formes d'organisations depuis l'indépendance politique traduisent les rapports de force au niveau du pouvoir pour la gestion des capitaux marchands de l'Etat. D'où l'importance d'un système d'information transparent pour apprécier objectivement les per-

formances. Car l'expérience montre souvent des amortissements exagérés par rapport aux normes internationales pour des unités comparables, le gonflement de la masse salariale qui éponge la valeur ajoutée, l'absence d'organigrammes précis des postes de travail par rapport au processus initial, gonflement démesuré des frais de siège qui constitue un transfert de valeur en dehors de l'entreprise avec prédominance des postes administratifs, comptabilités à prix courants de peu de signification ne tenant pas compte du processus inflationniste. Et comme au niveau macroéconomique la production est production de marchandises par des marchandises, nous sommes dans le brouillard pour tester les performances individuelles surtout en l'absence de comptes de surplus physico-financiers à prix constants qui peuvent aider à suppléer à ces déficiences comme je l'avais suggéré à la Présidence de l'époque en tant que haut magistrat, premier conseiller et directeur général à la Cour des comptes entre 1980/1983. Aussi, il s'agit de bien spécifier les facteurs internes à l'entreprise des facteurs externes. Au niveau interne, car beaucoup de gestionnaires rejettent la responsabilité sur les contraintes d'environnement en soulignant l'importance des créances impayées, force de travail inadaptee, blocage bancaire, infrastructures (logement, santé, routes) mais oublient d'organiser leurs entreprises.

Combien d'entreprises publiques possèdent-elles la comptabilité analytique, les banques des comptabilités répondant aux normes internationales, afin de pouvoir déterminer leur efficacité loin de l'ancienne culture mue par l'unique dépense monétaire. Combien d'entreprises établissent un budget prévisionnel cohérent du personnel, des achats, des ventes déterminant les écarts hebdomadaires, mensuels entre les objectifs et les réalisations, ces opérations budgétisées étant la base du plan de financement, sans compter la faiblesse des différents travaux comptables de base.

Par ailleurs, l'absence d'observatoire de l'évolution des cours boursiers permet des prix à l'achat exorbitants en devises pour ne pas parler de surfacturations, gonflant la rubrique achat de matières premières du comp-

te d'exploitation où bon nombre de produits comme le blé, le rond à béton, etc., sont cotés journalièrement à la Bourse. La compréhension des mécanismes boursiers, des trois monnaies clefs, l'évolution du dollar, du yen et de l'euro et le yuan chinois dans les années à venir a des incidences sur le niveau des réserves de change.

4. L'efficacité du contrôle doit s'insérer dans le cadre d'une vision stratégique. Les mécanismes de contrôle en économie de marché doivent définir clairement le droit de propriété et la nature du rôle de l'Etat pour favoriser le contrôle. Or, la dilution des responsabilités à travers la mise en place de différentes commissions témoigne de l'impasse du contrôle institutionnel en dehors d'un cadre cohérent, où les règlements de comptes peuvent prendre le dessus, alors que l'objectif est une totale transparence pour crédibiliser toute décision. Qui est propriétaire ? Car pour pouvoir sanctionner une entité, il faut qu'elle ait été responsable. Peut-on sanctionner un directeur général qui a subi une injonction externe. Un directeur général d'entreprise publique est-il propriétaire dans le sens économique large -véritable pouvoir de décision- de son entreprise ? Qui est propriétaire de l'ensemble de ces unités économiques et de certains segments des services collectifs se livrant à des opérations marchandes ? C'est toute la problématique du passage de l'Etat propriétaire gestionnaire à l'Etat régulateur ou stratège que n'ont résolu jusqu'à présent à travers les différentes organisations de 1965 à 2021, grandes sociétés nationales 1965/1979, leurs restructurations de 1980/1987, les fonds de participations vers les années 1990, les holdings 1995/1999, puis entre 2000/2020, les sociétés de participation de l'Etat SGP et récemment au retour à la tutelle ministérielle. Ces évolutions s'expliquent par les interférences entre le politique et l'économique dans le cadre de la gestion des capitaux marchands de l'Etat, y compris le système financier public enjeu de pouvoir. Nous pouvons distinguer six (6) cercles de décision. Le premier cercle est celui par lequel transitent toutes les décisions sans exception, présidence de la République et son staff et toutes les institutions qui lui sont rat-

tachées dont la Défense, le ministère des Affaires étrangères, des institutions comme le Conseil de sécurité; le second cercle le Chef du gouvernement ou le Premier ministre avec son staff; le troisième cercle les ministères de souveraineté et de l'économie, le ministre de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Energie; de l'investissement; le quatrième cercle est l'ensemble des organisations politiques (émanation du Parlement) juridictionnel (Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, Cour des comptes, Conseil économique et social, Conseil de la concurrence, Conseil national de l'Energie, en plus les conseils culturels et religieux); le cinquième cercle est composé des administrations sectorielles centrales et locales; le sixième cercle de la décision est celui des syndicalistes, organisations professionnelles ou patronales, associations, entreprises publiques et privées; le sixième cercle peut être représenté par l'extérieur du fait des accords internationaux de l'Algérie notamment avec l'ONU, le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions internationales (zone de libre-échange avec l'UE, le monde arabe, l'Afrique, OMC). Pour les différents cercles énumérés, l'on peut modéliser sous forme d'un schéma matriciel pour déterminer les interactions complexes des différents acteurs, pour des décisions opérationnelles.

En résumé, les pratiques sociales contre disent souvent les discours si louables soient-ils. Comme l'a mis en relief l'économiste de renommée mondiale, John Maynard Keynes, un des plus grands économistes du XXe siècle : «Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque personnel que sur ses concitoyens». Comme je le rappelais dans une interview donnée au grand quotidien financier les Echos - Paris, le 07 août 2008 : «Le terrorisme bureaucratique et la corruption sont les obstacles principaux au frein à l'investissement porteur en Algérie. La lutte contre la mauvaise gestion et la corruption renvoie à la question de la bonne gouvernance et de la rationalisation de l'Etat dans ses choix en tant qu'identité de la représentation collective».

Abderrahmane Mebtoul

EL TARF

Le cagoulé, auteur de l'attaque du bureau de poste arrêté

A. Ouélaa

C'est par un pur hasard que les éléments d'une patrouille de police, dans la nuit de vendredi à samedi derniers, à une heure tardive de la nuit, entendirent un bruissement qui attira leur attention, d'autant plus qu'ils passaient non loin du bureau de poste situé au centre-ville d'Echatt. Sans per-

dre de temps, un ratissage et inspections des alentours était inévitable.

C'est alors qu'un homme cagoulé a été repéré mais a réussi à prendre la fuite. L'enquête entamée sur place a permis de constater qu'effectivement il y a eu une tentative de vol dans ce bureau de poste. Le cambrioleur en question a même cherché à brouiller les caméras. Les doutes avec le visionnage des ca-

méras ont permis d'identifier le suspect. Munis d'un mandat de perquisition, les enquêteurs ont pu, après la fouille du domicile de ce repris de justice, trouver une cagoule et des outils servant à forcer les portes. Déféré dimanche dernier, devant le tribunal de Drean, territorialement compétent, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt par le Magistrat instructeur.

TÉBESSA

CNAC : un sit-in de protestation

Ali Chabana

Des postulants aux crédits auprès de la Caisse nationale d'aide au chômage (CNAC) ont observé un sit-in de protestation devant le siège de cet organisme public. Ceux-ci ont indiqué que la

CNAC a donné son avis favorable, dans un premier temps.

Or il se trouve que depuis 2018, l'attente n'a que trop duré et les futurs électeurs d'ovins ne savent plus à quel saint se vouer. Puisque l'organisme bancaire concerné a refusé de répondre à leurs

demandes, sous prétexte que l'opération d'octroi de crédits aux chômeurs désireux de se relancer dans une activité agricole, l'élevage en l'occurrence, a été suspendue. Les protestataires revendiquent l'intervention des parties compétentes, pour régler leur problème.

MILA

Pandémie: 229 contaminés hospitalisés

B. Bousselah

Malgré la baisse des contaminations par le coronavirus durant cette 3^{ème} vague, les hospitalisations en revanche durent encore, avec une assistance respiratoire a indiqué, dimanche dernier, la directrice de la Santé. Au total, 229 malades contaminés sont actuellement suivis dans les 5 hôpitaux de la wilaya avec une moyenne de 10 patients par jour, précise la responsable de la Santé. Cette troisième vague a enregistré la contamination de femmes enceintes dont 2 sont décé-

dées, les enfants aussi n'ont pas été épargnés par le Covid-19 puisque 4 enfants ont été admis à l'hôpital 'Tobbal' de la commune du chef-lieu de la wilaya et 3 autres à l'hôpital de Ferdjhoua.

L'évolution épidémiologique a été localisée dans la commune de Ferdjhoua, notamment suivie de la commune de Mila, chef-lieu de la wilaya ainsi que les daïras d'Aïn Beïda, Ahriche et de Oued Endja qui ont été les plus touchées. Parmi les causes identifiées, les fêtes et les rassemblements n'ont pas été sans impact sur cette hausse a ajouté la

directrice de la Santé. Questionnée sur la disponibilité de l'oxygène, cette dernière a fait savoir que la situation s'est améliorée avec une livraison journalière de 18.000 litres en plus de l'arrivée, chaque jour, de 70 bouteilles d'oxygène en provenance de la wilaya de Khenchela. La directrice n'a pas manqué de saluer l'élan de solidarité des Associations actives à l'échelle locale notamment celle de 'Kafil El yatim' de Chelghoum Laïd qui a mis à la disposition de cette commune 2 générateurs d'oxygène actuellement fonctionnels.

KHENCHELA

Six nouveaux établissements éducatifs

Le secteur de l'Education nationale de la wilaya de Khenchela sera renforcé, durant la prochaine rentrée scolaire, par l'ouverture de 6 nouveaux établissements éducatifs, a-t-on appris de la directrice du secteur, Ahlèm Boudebouz. La prochaine rentrée scolaire prévue pour le 21 septembre prochain sera marquée par la mise en service de 3 groupements scolaires, pour le palier primaire, implantés à proximité de la route de Beghai, dans la commune de Khnechela, à Aïn Djerboue (Barbar) et Djellal, et d'un lycée d'une capacité de 1.000 places pédagogiques, réalisé à proximité de la route de Beghai, en plus de 2 collèges d'enseignement moyen (CEM) au quartier Redah et à proximité de la route de Beghai, au chef-lieu de wilaya, a précisé la même responsable, à

l'APS. La directrice locale l'Education a fait part également de la réception et la mise en service, à la prochaine rentrée scolaire, de 2 cantines scolaires aux écoles primaires 'Noureddine Ouerdi' et 'Ahmed Seghir Deraham' de la commune de Khenchela et d'un réfectoire pour le palier secondaire, à proximité de la route de Beghai, au chef-lieu de wilaya, en plus de 6 salles de sport réparties à travers plusieurs communes de la wilaya au profit du palier secondaire, également. Le travail est en cours actuellement en collaboration avec la direction locale des Equipements publics (DEP) pour réceptionner 21 classes d'extension pour le palier primaire avant le début des cours (à la fin de ce mois) en vue de rompre avec le problème de la surcharge dans les écoles, a

encore ajouté Mme Boudebouz. Il a été procédé récemment, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2021-2022 à la dotation de nouvelles infrastructures scolaires en équipements pédagogiques nécessaires et l'acquisition d'un nouveau matériel pédagogique au profit des écoles primaires souffrant de déficit en la matière, a fait savoir la même source. La mise en service des 6 établissements scolaires, les 9 autres structures d'accompagnement (cantines scolaires et salles de sport) et les 21 classes d'extension, à la prochaine rentrée scolaire, permettra de régler le problème de la surcharge des classes enregistrées dans certains établissements éducatifs et garantira, également, le lancement de la nouvelle année scolaire dans de bonnes conditions.

M'SILA

Lancement des travaux de renforcement de la route nationale RN8

Les travaux de renforcement de la route nationale RN8 dans son segment reliant les communes d'Aïn El Hadjel et Ouled Sidi Brahim (M'sila) ont été récemment lancés, a-t-on appris, des services de la wilaya. Ce projet qui s'étend sur un linéaire de 28 km sera achevé, dans un délai de 6 mois, ont détaillé les mêmes services, ajoutant qu'une enveloppe financière de plus de 600 millions de DA a été allouée à ce projet.

Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'entretien des routes nationales contribuera, notamment à réduire le nombre d'accidents sur ce segment qui connaît un important flux de circulation estimé à plus de 20.000 véhicules/jour, a-t-on noté de même source. Le programme portant sur l'entretien des routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW) et chemins communaux (CC) concernera un réseau vétuste d'un linéaire global de plus de 200 km, ont conclu les services de la wilaya.

Mise en service de 15 nouvelles stations 4G LTE

Quinze (15) nouvelles stations 4G LTE ont été mises en service dans des zones éloignées de la wilaya de M'sila, a indiqué, le responsable de la communication auprès de la direction locale d'Algérie Télécom (AT). Ces stations s'ajoutent à 65 équipements similaires déjà opérationnels dans diverses localités et communes de la wilaya, a souligné, Abdelhakim Baâdji, indiquant que cette technologie moderne permet d'améliorer les prestations téléphoniques en mode fixe et offre un meilleur accès à l'Internet à haut débit aux abonnés des zones enclavées. Des efforts sont déployés, localement, dans le cadre de la généralisation de ce service à travers le territoire de la wilaya, d'autant que le 4G LTE suscite un engouement particulier auprès des clients d'Algérie Télécom à M'sila, a-t-on rappelé de même source.

AÏN DEFLA

Une caravane de 1.041 tonnes de semences de pomme de terre vers El-Oued



Une caravane transportant quelque 1.041 tonnes de semences de pomme de terre s'est ébranlée, dimanche dernier, à partir d'Aïn Defla vers la wilaya d'El-Oued, en vue de booster la production de pomme de terre d'arrière-saison, a-t-on constaté. Le coup d'envoi de la caravane a été donné par le wali d'Aïn Defla, Embarek el Bar, aux abords du Complexe sportif 'Abdelkader Hamdoud', en présence, notamment, des responsables de la direction des Services agricoles (DSA) et de ceux de la Chambre locale de l'Agriculture. «La quantité de semence de pomme de terre envoyée vers la wilaya d'El Oued provient des 54 dépôts de stockage de ce tubercule à travers la wilaya d'Aïn Defla, et ont contribué avec une quantité avoisinant les 20 tonnes chacun», a précisé le DSA d'Aïn Defla, Makhlof Laïb. Il a expliqué que l'octroi de la semence de pomme de terre à la wilaya d'El-Oued, qui occupe la 1^{re} place à l'échelle nationale, en matière de production, y accélérera l'opération de plantation de ce tubercule, assurant par ricochet une production d'arrière-saison à même de combler le déficit constaté lors de la période dite de «soudure». «Souvent, pour ne pas dire toujours, la baisse de la production pendant la période comprise entre les mois de septembre et décembre, provoque des tensions sur le marché, aiguisant l'appétit des spéculateurs et intermédiaires de tous bords activant dans cette sphère de la production agricole, d'où la pertinence de l'opération que nous avons lancée, aujourd'hui», a-t-il fait remarquer. Soutenant que le rendement des semences de pomme de terre produites à Aïn Defla est, de loin, supérieur à celles impor-

tées de l'étranger, le même responsable a fait état d'un programme visant à alimenter nombreuses autres wilayas du pays.

Le wali d'Aïn Defla a, pour sa part, observé qu'en sus de sa vocation en matière de production de pomme de terre, la wilaya s'est désormais imposée, en tant que pôle producteur de la semence de ce tubercule. Il a noté que sur les 30.000 ha de pomme de terre cultivés à El Oued, 60 % des semences qui y sont plantées, proviennent d'Aïn Defla, mettant en exergue le rôle «stratégique» dévolu à cet intrant dans la production agricole moderne. Le représentant de la Coopérative multi activités agricoles d'Oued Souf, Fouad Merabet s'est, pour sa part, félicité qu'à la faveur de cette opération, de grandes étendues de pomme de terre seront, désormais, plantées dans les prochaines heures. Concédant que des agriculteurs versés dans la production de pomme de terre ont essuyé de grosses pertes durant les 2 années précédentes à Oued Souf, il a soutenu que cette opération de plantation de ce tubercule, assurant par ricochet une production d'arrière-saison à même de combler le déficit constaté lors de la période dite de «soudure». «Souvent, pour ne pas dire toujours, la baisse de la production pendant la période comprise entre les mois de septembre et décembre, provoque des tensions sur le marché, aiguisant l'appétit des spéculateurs et intermédiaires de tous bords activant dans cette sphère de la production agricole, d'où la pertinence de l'opération que nous avons lancée, aujourd'hui», a-t-il fait remarquer. Soutenant que le rendement des semences de pomme de terre produites à Aïn Defla est, de loin, supérieur à celles impor-

Présente à Aïn Defla en vue de superviser l'opération, la directrice générale du Centre national de Contrôle et de Certification des semences et plants (CNCC), Zakia Mellah, a assuré que le volume de semences de pomme de terre envoyé vers la wilaya d'El Oued répond aux normes de qualité requises. «La semence de pomme de terre envoyée à la wilaya d'El Oued est agréée et les étiquettes du centre apposées sur les sacs en jute, attestent que le produit est d'une qualité irréprochable», a-t-elle assuré.

Horaires des prières pour Alger et ses

29 moharram 1443

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h55	12h46	16h22	19h11	20h31



Un préjudice financier de 65 millions de DA pour la Sonelgaz Près de 2.000 cas de fraude enregistrés depuis le début de l'année

J. Boukraa

La Sonelgaz fait face à un problème épineux, à savoir celui de la consommation frauduleuse de l'électricité par des individus sans aucune frontière morale. Pas moins de 1.198 cas de fraude ont été enregistrés depuis le début d'année 2021 par l'équipe énergie de la direction de distribution d'électricité et de gaz d'Oran.

Il a été ainsi question de la récupération de 12.15 GWh. Les abonnés fraudent souvent par la manipulation des compteurs, alors que les non-abonnés le font à travers le vol de l'énergie par des branchements illicites sur les réseaux. Selon un communiqué de cette société qui couvre les communes d'Oran et de Bir El Djir, le manque à gagner durant cette période est estimé à soixante-cinq millions de dinars (65.000.000.00 DA).

«L'équipe d'énergie est dotée de toutes les commodités nécessaires, ces agents expérimentés chacun dans sa spécialité, ils exercent leurs fonctions dans le cadre de la réglementation en vigueur. Ils sont en mesure de sensibiliser les clients pour une meilleure consommation au moindre coût et de contrôler leurs installations intérieures », ajoute la même source. Il s'agit d'une brigade multidisciplinaire qui dispose de

compétences différentes assermentées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les fraudeurs s'alimentent au noir pour ne pas payer ce qu'ils consomment en électricité. Les techniques utilisées par les fraudeurs sont multiples. Ils fixent à leur manière des fils électriques directement sur les câbles des réseaux et s'alimentent gratuitement. Ce qui cause souvent des coupures, des chutes de tension et autres problèmes de ce genre. D'autres bloquent leurs compteurs. Ce phénomène ne peut qu'avoir des répercussions négatives sur l'équilibre financier de la Sonelgaz ainsi que sur le cadre de vie du citoyen dans la mesure où un fléchissement des investissements est inévitable. La direction de Sonelgaz lance périodiquement des contrôles pour lutter contre les branchements illicites. Des équipes anti-fraude sillonnent toutes les localités de la wilaya.

D'autre part, pour le mois d'août, 2.245 abonnés ont été visités par la brigade d'énergie de la direction de distribution d'électricité et du gaz d'Oran dont 1.858 sensibilisés sur la rationalisation de la consommation d'énergie lors des périodes de grande consommation, notamment la période estivale à travers les 02 communes d'Oran et Bir El Djir localisées sur le territoire de la direction de distribution d'Oran.

Bidonville Sebkhia Feu vert du wali pour le relogement des familles

D. B.

Le dossier du relogement des familles du bidonville Sebkhia dans la commune de Sidi Chahmi a été présenté dimanche au wali d'Oran qui a donné son aval pour le lancement de l'opération de relogement à partir de la semaine prochaine, indiquent les services de la wilaya. Plus de 1.000 logements réalisés au niveau du pôle urbain de Oued Tlélat seront consacrés à ces familles. Selon les mêmes sources, de nombreuses familles qui se sont installées après le recensement de 2017 ont été exclues de l'opération.

Selon les services de la wilaya, la réalisation de 3.500 logements publics locatifs (LPL) a été achevée dans les communes de Oued Tlélat et Benfréha. Il s'agit de 2.500 logements de type F3 à Oued Tlélat, dont une partie sera réservée aux habitants la 'Sebkhia' de Sidi Chahmi dans le cadre du plan de résorption de l'habitat précaire (RHP). Les travaux ont aussi été achevés au niveau des 1.000 logements (LPL) dans la commune de Benfréha, réservés aux habitants de 'Ras El Aïn'.

Selon les services de la wilaya, une importante tranche de logements sociaux a été consacrée pour les familles du bidonville Sebkhia et dont les conditions de vie ont fait l'objet d'un reportage qui a été présenté devant le président de la République lors de sa première rencontre avec les walis. Le dossier a été également abordé lors de la deuxième rencontre walis-président de la République et des mesures ont été prises à l'issue de cette réunion. Dans le rapport présenté à l'occasion, l'accent a été mis sur les conditions déplorables dans lesquelles se trouvent ces familles qui sont confrontées aux rejets des eaux usées et l'emplacement des unités

industrielles, un danger qu'appréhendent les occupants des lieux.

Cette zone classée parmi les plus importantes zones d'ombre que compte la wilaya d'Oran a fait l'objet de plusieurs visites qui ont été effectuées par l'ex-wali d'Oran afin de s'enquérir de la situation des habitants qui ont toujours dénoncé la détérioration de leur cadre de vie. Dans ce registre et pour rassurer les familles de ce bidonville, des représentants ont été désignés afin de se rendre sur place et rencontrer les entreprises chargées de la réalisation de ce programme. Lors d'une réunion tenue dernièrement et consacrée au suivi des différents projets d'habitat, l'ex-wali d'Oran s'est penché sur le programme des 8.000 logements sociaux du pôle urbain de Oued Tlélat et qui a été scindé en trois tranches. Dans ce contexte, on saura que la première tranche de 2.500 logements site 2 a été achevée en attendant. Le projet a été livré.

La dynamique que connaît le secteur de l'habitat et la consistance des programmes confortent les autorités locales dans la volonté d'éradiquer totalement les constructions précaires. Pas moins de 155 bidonvilles ont été recensés à travers les différentes communes de la wilaya. Ces maisons de fortune sont réparties sur trente bidonvilles. Il a été décidé de ne reloger que les familles recensées en 2007. Si les pouvoirs publics semblent fermement décidés à en finir définitivement avec les bidonvilles et les constructions illicites qui ceinturent complètement Oran et ses environs, la multiplication des opérations de relogement des familles dans le cadre du plan de lutte contre l'habitat précaire a ouvert l'appétit à de nombreux citoyens qui ont érigé de nouvelles baraques dans l'espoir de bénéficier d'un logement social.

Réunion du conseil de sécurité de la wilaya La vaccination, la rentrée scolaire et l'environnement passés en revue

K. Assia

L'évaluation de la campagne de vaccination contre le Covid-19 et le respect du protocole sanitaire ont été au centre de la réunion du conseil de sécurité tenue, avant-hier dimanche, au siège de la wilaya d'Oran. Celle-ci présidée par le nouveau wali d'Oran M. Sayoud Saïd a regroupé les membres de la commission de sécurité de la wilaya, le président de l'APW d'Oran, le chef de daïra, les directeurs de l'exécutif dont les responsables du secteur de la santé, de l'éducation, de l'action sociale, de la jeunesse et des sports, les directeurs des universités et les responsables des établissements de santé de proximité. Une occasion pour le chef de l'exécutif de passer en revue toutes les mesures prises en matière de vaccination surtout que cette rencontre coïncide avec la journée nationale de la vaccination et vient quelques jours avant la rentrée scolaire.

Sur ce, et pour garantir le bon déroulement de cette campagne de vaccination, le wali d'Oran a ordonné les différents services concernés de redoubler d'efforts afin

de réunir les conditions favorables et précise que d'autres mesures seront prises ultérieurement et qui porteront sur l'interdiction d'accès aux institutions et aux administrations publiques à toute personne n'ayant pas sa carte de vaccination et dont l'objectif est de préserver la santé publique.

Toujours dans le cadre de cette réunion, un aperçu détaillé sur l'opération de fabrication de l'oxygène médical a été présenté par les différents intervenants sachant que la wilaya d'Oran approvisionne à l'heure actuelle quelque 16 wilayas de l'ouest du pays. Sur ce et pour pallier les insuffisances, il a été demandé de multiplier les efforts en prévision d'une éventuelle détérioration de la situation sanitaire. Les établissements de santé doivent, selon le wali d'Oran, être approvisionnés de manière régulière et continue.

Pour ce qui est du dossier du logement, la commission de sécurité de la wilaya a présenté, pour sa part, les préparatifs de l'opération de relogement des familles occupant le bidonville de Sidi Chahmi. L'accent a été également mis par le chef de daïra d'Oran sur les

derniers préparatifs concernant l'affichage de la liste des bénéficiaires des logements dite formule à points. Par ailleurs et lors d'une seconde réunion tenue dans l'après-midi et regroupant les membres du conseil exécutif, l'occasion a été mise à profit pour passer en revue le dossier de l'environnement de sorte qu'un rapport sur l'opération sur la gestion des ordures ménagères et l'activité des centres d'enfouissement a été présenté par la directrice de l'environnement. Dans ce registre, le wali d'Oran a insisté sur la nécessité de prendre en charge le dossier de l'environnement en rappelant que celui-ci doit être parmi les missions fondamentales des communes. Il a annoncé également qu'un plan de wilaya sera élaboré afin de lutter contre les décharges anarchiques.

En ce qui concerne la rentrée scolaire, des instructions ont été données pour le suivi régulier afin de réceptionner les projets dans les délais et de s'assurer de la disponibilité de repas chauds dans les cantines scolaires en plus de chauffages dans les différents établissements scolaires.

Dédié à la Covid-19 Près de 570 malades pris en charge par l'hôpital d'El Kerma

J. Boukraa

Ouvert il y a quelques semaines pour répondre aux besoins de la wilaya en cette période de pandémie de la Covid-19, le nouvel hôpital d'El Kerma a pris en charge durant les deux derniers mois 562 malades.

L'ouverture de l'hôpital d'El Kerma rattaché à la direction du centre hospitalier universitaire d'Oran Dr Benzerdjeb a permis de soulager celui de Nedjma (ex-Chetibo) relevant de l'établissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre. Durant la même période, plus de 300 guérisons ont été enregistrées et malheureusement 18 personnes ont été emportées par la Covid-19. La structure est dotée de deux ambulances, l'une fournie par la protection civile et l'autre par la direction de la santé.

Alors qu'au début cet hôpital recevait une cinquantaine de malades par jour, il reçoit ces derniers jours une moyenne de 4 malades quotidiennement. Le nombre de nouveaux cas de Covid-19 a baissé de manière remarquable. Toutefois, cette amélioration ne doit guère laisser penser que la



pandémie a disparu. La vigilance est toujours de mise. Les spécialistes ont réitéré leur appel pour le respect des mesures de prévention et la vaccination en masse.

Le seul moyen d'endiguer la pandémie reste la vaccination, il faut vacciner vite et en masse, parallèlement on ne doit pas oublier la distanciation physique, le port de masque et le lavage fréquent des mains, surtout que le virus Delta

est 8 fois plus contagieux que la souche originelle.

Près de 43% de la population ciblée au niveau de la wilaya d'Oran a été vaccinée depuis le lancement de la campagne de vaccination en février 2021. Sur une population ciblée estimée dans la wilaya d'Oran à plus de 1.180.000 personnes sur une population globale de 2.188.400 habitants, quelque 490.000 ont été vaccinés.

Espace radiophonique La police sensibilise sur la vaccination

K. Assia

A l'occasion de la campagne nationale de vaccination lancée depuis le 4 septembre, les services de la sûreté d'Oran ont pris part hier à l'émission radiophonique

consacrée au thème de la vaccination et placée sous le slogan «avec la vaccination, la vie reprend». Cet espace radio a été une occasion pour le commissaire Arioua Salim responsable du département de la communication et

des relations publiques de rappeler le rôle des services de la santé de la police nationale dans le renforcement des actions menées dans la lutte contre le Covid-19. L'intervenant a également mis l'accent sur le respect des horaires de confinement et sur le respect du protocole sanitaire afin d'éviter la propagation du Covid-19. Outre l'action de sensibilisation et de prévention avec les opérations de désinfection, la sûreté d'Oran axe son dispositif sur le contrôle et des sanctions à l'encontre des contrevenants. Notons que d'autres intervenants dont la protection civile, la santé et la direction des affaires religieuses ont pris part à cette émission.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BERAS Nakhla, 43 ans, Sig

HAMACH Younes, 16 ans, Seddikia

BENAMARA Djoher, 94 ans, Gambetta

HAMOUN Nouba, 64 ans, Bir El Djir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 moharram 1443				
El Fedjr 05h14	Dohr 13h01	Assar 16h37	Maghreb 19h25	Icha 20h44



TLEMCEM

L'été et les... moustiques !

Khaled Boumediene

Les habitants de plusieurs communes de la wilaya de Tlemcen se souviendront longtemps de cet été 2021. L'on sait que dès les premières chaleurs, les moustiques sont de retour et nous font parfois passer de très mauvaises nuits, mais la prolifération de ces insectes qui transmettent des maladies (la pandémie actuelle de coronavirus nous le rappelle), s'est accentuée cette saison estivale en raison des précipitations printanières du mois de juin dernier, des écoulements d'eaux usées à ciel ouvert, ainsi que la saleté et ordures qui s'entassent au quotidien dans de nombreux endroits, nuisant au paysage et à la santé publique. En effet, Depuis plusieurs semaines, des habitants déplorent l'invasion de moustiques leur rendant la vie en plein air quasiment impossible et ont interpellé les élus locaux face à ce fléau estival.

Ces moustiques font passer de très mauvaises nuits aux citoyens, comme l'explique un père de famille de la grande cité de Bouhanak (commune de Mansourah) : «Ce problème de prolifération de

moustiques touche tous les quartiers de Bouhanak cet été ! Cette situation a déjà été observée en 2020, au cours duquel l'APC a été interpellée pour l'éradication des moustiques, mais sans réponse. Les gens n'arrivent pas dormir la nuit à cause du bruit caractéristique et agaçant d'un moustique qui tourne autour d'eux !

Les bébés et les enfants ont les pieds, les bras et le visage pleins de boutons qui grattent !». Même topo à Hennaya, selon une mère de famille de la cité la gare, qui constate que le fléau s'est amplifié cet été : «Tout le monde se plaint cet été des moustiques qui nous causent des boutons, des démangeaisons et parfois des lésions de grattage voire des cas plus graves d'allergies et ce, malgré les vêtements couvrants que nous utilisons, les moustiquaires, diffuseurs électriques ou également la ventilation et la climatisation, pour éloigner les moustiques», se plaint cette mère de famille de la cité la gare, qui estime que le phénomène relève d'une action répétitive de désinfection de l'APC qui doit s'attaquer aux nids de moustiques le long d'oued Galian, responsable de

la prolifération de ces insectes.

Cet oued qui déverse à ciel ouvert ses eaux pestilentielles et polluées constitue un réservoir pour des moustiques. Pour endiguer le phénomène et tenter de réduire les nuisances dont sont responsables ces moustiques, il faut empêcher l'éclosion des larves le long de cet oued ».

Selon nos informations, la ville frontalière de Maghnia est infestée par ces insectes. «Il y'a beaucoup de terrains de prolifération fertiles sur lesquels se sont allègrement multipliés ces moustiques et en masse !», affirme un habitant de la cité Kadi, qui préconise aux agents de l'APC de marcher dans les zones humides de la grande ville de Maghnia et de sa périphérie, pour observer et détecter les endroits où les larves de moustiques sont installées, afin de les traiter avant l'éclosion des œufs.

Même, les jeunes qui arrivent à passer une soirée dehors passent leur temps à se taper sur les bras. En ces dernières journées de l'été 2021, les moustiques sont partout. Des mesures urgentes doivent être prises pour les éradiquer en cette période de coronavirus.

MASCARA

La bataille d'El-Menaouer revisitée

La wilaya de Mascara a commémoré dimanche le 64e anniversaire de la grande bataille d'El-Menaouer qui avait eu lieu le 5 septembre 1957 durant la guerre de libération nationale.

La cérémonie de commémoration de cet anniversaire s'est déroulée dans la commune d'El-Menouar, à l'est de la wilaya, en présence des autorités civiles et militaires, ainsi que la famille révolutionnaire.

Elle a été marquée par la pose d'une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative, réalisée au niveau du site de la bataille à la mémoire des chouchada. Une allocution a été prononcée, à cette occasion par le représentant de l'une des organisations de la famille révolutionnaire de la wilaya de Mascara.

D'autre part, le moudjahid Hellali Ali, l'un des acteurs de cette bataille, a été honoré. Il a fait part, devant l'assistance, de quelques aspects de «l'épopée héroïque réalisée par les moudjahidine sous le commandement du Chahid Si Redouane, face au nombre considérable des soldats français lourdement équipés en moyens de guerre», a-t-il souligné.

Le wali de Mascara, Abdelkhalik Sayouda, a donné, sur le site de la bataille, le coup d'envoi d'une opération de reboisement avec la participation des agents du secteur des forêts, des communes et des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP). L'opération vise la densification de la couverture végétale dans la région.

La bataille d'El-Menaouer a eu

lieu en septembre 1957 sous la direction du commandant Si Redouane. Elle a été menée par un nombre réduit de moudjahidine faiblement armés contre une armée coloniale française qui a engagé des milliers de soldats, des dizaines d'avions, des canons et des engins militaires, a indiqué le directeur des moudjahidine de la wilaya de Mascara, Radji Mohamed Nadir.

Les moudjahidine ont réussi, a-t-il souligné, à éliminer un nombre important de soldats français, à blesser un grand nombre d'entre eux, à abattre six avions et endommager 17 autres. Dans les rangs de l'ALN, pas moins de 79 martyrs sont tombés au champ d'honneur et 23 autres ont été blessés, dont le commandant Si Redouane.

Perturbation dans l'approvisionnement en eau de 20 communes

Pas moins de 20 communes de la wilaya de Mascara ont connu lundi une perturbation dans l'alimentation en eau potable en raison de la programmation d'une opération de maintenance de la canalisation du transfert des eaux de la station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ (Oran), a-t-on appris dimanche auprès de l'unité de l'Algérienne des eaux de Mascara.

La perturbation de l'alimentation touche les communes de Fraguig, Mohammadia, Mactaâ Douze, Sidi Abdelmoumen, El-Ghomri, Sedjara, Bouhenni, Sig, Oggaz, Alaïmia, Ras El-Aïn, Amirouche, Tizi, El-Kort, Ghriss, Froha, Matmor, Aïn Fares, El-Bordj et Khalouia, en plus du chef lieu de la wilaya, a indiqué la chargée de l'information et de la communication, Mme Dendane.

La perturbation dans l'alimentation en eau potable dans les communes concernées qui ont commencé à 08H00 devait durer jusqu'à minuit, période durant laquelle les travaux de maintenance, réalisés par les équipes techniques de l'ADE, devaient être entrepris.



TIARET

Deux appareils d'oxygénothérapie en renfort



El-Houari Dilmi

L'établissement public hospitalier (EPH) 'Youcef Darnadj' de Tiaret et l'hôpital «Mimouni Tahar» de Sougueur viennent de bénéficier de deux (02) appareils d'oxygénothérapie à haut débit (anti-flow), introduits pour la première fois en Algérie.

En effet, à l'initiative de médecins algériens expatriés formant des associations algéro-françaises. Bien avant le début de la campagne nationale de vaccination pour laquelle des moyens

humains et matériels importants ont été mobilisés dans la capitale des Hauts plateaux de l'ouest, la wilaya de Tiaret a déjà dépassé le seuil des 200.000 vaccinés selon la direction de la santé.

A noter que cent (100) ambulances médicalisées sillonnent les coins reculés et les infrastructures de santé de la wilaya pour vacciner les citoyens, une opération pour laquelle 740 paramédicaux encadrés et 100 médecins sont mobilisés, avant le «big day» prévu pour le 11 septembre prochain.

CHLEF

Démarche pour l'inventaire du patrimoine immatériel

Une opération d'envergure pour réaliser l'inventaire du patrimoine immatériel du bassin du Chlef a été lancée par la direction de la culture et des arts de la wilaya, dans l'objectif de sa valorisation et enregistrement, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette structure.

«En application des orientations du ministère de tutelle portant sur le recensement et inventaire du patrimoine culturel immatériel, en vue de l'actualisation de la banque de données du secteur, nous avons entamé le recensement de différentes us, coutumes et autres activités multiples en relation avec le patrimoine culturel, dont regorge la région du bassin de Chlef», a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Mahmoud Hasnaoui.

Il a précisé que l'inventaire concernera particulièrement différentes festivités, rituels religieux, musiques populaires, pratiques sociales, arts traditionnels, chorégraphies, arts dramatiques et de danse.

Selon Mohamed Guendouzi, chef du service du patrimoine auprès de la même direction, la wilaya de Chlef est réputée pour

de nombreuses activités du patrimoine immatériel requérant leur inventaire, dont notamment la cavalerie, l'équitation, les «waâdate (festins) populaires», les fêtes traditionnelles dites «Maàmeri», les joutes populaires de bâtons, les gravures sur bois et cuivre, le tissage de la laine, et bien d'autres festivités folkloriques locales.

«Le service du patrimoine œuvre actuellement à l'élaboration de plus d'une centaine de cartes techniques relatives à ces activités, en vue de leur numérisation et collecte dans une banque de données relative au patrimoine immatériel du bassin de Chlef», a-t-il fait savoir, en outre.

A noter, la direction de la culture et des arts de la wilaya avait élaboré, en début d'année, 13 cartes techniques relatives aux composantes de l'habitat traditionnel local (région de Chlef), en vue de leur présentation lors des expositions organisées à l'occasion de différents rendez-vous culturels, dans le but de leur enrichissement par des anthropologues, historiens et autres chercheurs du domaine de la culture.

Eliminatoires Mondial-2022: Burkina Faso - Algérie, ce soir à 20h00 Le match de la confirmation pour les Verts



M. Benboua

Après sa démonstration de force face au Djibouti, il y a six jours à Blida, la sélection algérienne de football affrontera ce soir sur la pelouse du grand stade de Marrakech (20h00) le Burkina Faso, dans le cadre de la seconde journée des éliminatoires du Mondial-2022 au Qatar. Une rencontre placée sous le sceau de la confirmation pour le team Algérie, champion d'Afrique en titre et l'un des principaux prétendants pour la phase finale du Mondial qatari.

À l'évidence, Belmadi a laissé entendre qu'il a mis en place un dispositif tactique basé sur l'offensive. En effet, pour ce prochain match, le coach des Verts devrait rester fidèle à son système de jeu habituel, basé sur un 4-3-3 qui se transforme en 4-1-4-1 en position défensive, mais il a aussi prévu d'autres variantes tactiques qu'il envisage de mettre en place afin de surprendre son adversaire du jour. Belmadi, en fin tacticien, a beaucoup joué sur la polyvalence de ses éléments pour tirer le maximum de leur potentiel, surtout en prévision de ce duel qu'on annonce déjà intense et difficile contre une équipe du Burkina Faso, qui n'est autre que

le concurrent direct des Verts pour la première place du groupe A. Aussi, ce match est important pour le sélectionneur Djamel Belmadi qui mise sur une victoire afin d'aborder la suite du parcours sous de bons auspices, d'autant plus que les camarades de Soumaïla Ouattara restent sur un succès devant le Niger (0-2).

Ce sera donc un match à six points entre deux sélections, qui se connaissent assez bien, notamment depuis leur dernière double confrontation en 2013 dans le cadre du dernier tour qualificatif à la Coupe du monde 2014 au Brésil. Pour rappel, le match aller s'est joué à Ouagadougou et s'est soldé par une victoire des locaux (3-2), alors qu'au match retour, les partenaires de Madjid Bougherra se sont imposés au bout du suspense (1-0) à Blida. Cela explique l'importance du match de ce soir, comparativement au match de jeudi dernier, car Feghouli et les siens doivent se montrer, une fois encore, à la hauteur de l'événement.

Il faut dire que le score est tout aussi important pour l'Algérie face à un adversaire au grand complet et hyper motivé, car dans une opposition de groupe, le goal-average est pris en considération, d'où l'importance de marquer le

maximum de buts, tout en se montrant solides derrière.

En ce sens, Belmadi compte sur ses joueurs qui sont avides de résultats et désireux de prolonger leur série d'invincibilité historique (28 matches), mais aussi afin de préserver leur bon état d'esprit en prévision de la prochaine Coupe d'Afrique des nations 2022, qui arrive à grands pas.

Côté effectif, on croit savoir que seul Youcef Belaïli, qui a senti des douleurs à la cheville lors de la dernière séance d'entraînement, est incertain pour ce choc. Sur un autre registre, le match de ce soir intervient dans un contexte particulier, puisqu'il se jouera au Maroc, avec toutes les contraintes possibles et imaginables qui peuvent en découler. Un fait qui n'a pas échappé à Belmadi, lequel a prévenu ses joueurs en leur incitant de garder leur concentration uniquement sur le match et rien d'autre. Enfin, il est à noter que cette rencontre sera dirigée par l'arbitre botswanais Joshua Bondo (42 ans).

Il avait notamment dirigé le match des Verts lors du 8^e de finale de la CAN-2019 en Egypte face à la Guinée (3-0). Bondo sera assisté de Sorro Fustoni (Lesotho) et de Mathieu Kanianga (Namibie).

Attention aux Etalons du Burkina Faso !

M. Z.

Le match Burkina Faso-Algérie avait commencé dès les résultats du tirage au sort effectué le 21 mars dernier avec ses sorties médiatiques du sélectionneur burkinabé, Kamou Malo. Pour entamer la traditionnelle guerre psychologique, ce dernier a déclaré que son objectif principal est de se qualifier à la prochaine Coupe du monde 2022 au Qatar. Pour lui, ce sera également l'occasion d'effacer le douloureux souvenir de leur élimination face aux Verts, il y a sept ans.

C'est certain que le sélectionneur burkinabé utilisera tous les moyens d'autant plus que le Burkina Faso est une équipe qui excelle dans la provocation et mise toujours sur le combat physique. L'inconvénient des Etalons réside dans

le fait qu'ils seront opposés aux champions d'Afrique. Le deuxième handicap est que le Burkina Faso sera privé de quelques éléments de taille si l'on tient compte de la liste établie. Edmond Tapsoba, le défenseur du Bayer Leverkusen (Allemagne), les deux milieux de terrain Charles Kaboré (Dynamo Moscou (Russie)) et Bertrand Traoré, l'attaquant d'Aston Villa n'ont pas été retenus pour diverses raisons. C'est un véritable coup dur pour les Etalons.

Ce qui a obligé le sélectionneur burkinabé de s'appuyer sur un effectif composé essentiellement de joueurs évoluant à l'étranger, particulièrement au Maroc, à l'image de Soumaïla Ouattara (Raja Casablanca), Mohamed Ouattara (WA Casablanca), Patrick Mao (Hassania Agadir) en plus du gardien de buts,

Koffi Kouakou (Chareleroi), Issa Kaboré (Troyes), Adama Guira (Racing Rioja/Espagne), Cyrille Bayata (RC Lens), Abdoul Fessal Tapsoba (Standard de Liège), Lassina Franck Traoré (Sakhtar Donetsk/Ukraine), Mohamed Konaté (Akhmat Grozny/Russie) pour ne citer que ceux-là. En revanche, on enregistre le retour dans la sélection du milieu de terrain Bryan Dabo (Rizespor/Turquie). Sur le papier, la sélection algérienne, composée de joueurs talentueux, part avec les faveurs du pronostic, mais il faut faire très attention à cette équipe des Etalons et à ses joueurs physiques, qui ne rechigneront certainement pas à l'effort pour parvenir à leurs fins. En tous cas, le vainqueur de ce match prendra une sérieuse option pour la qualification au prochain tour.

LFP Medouar sommé d'organiser l'AG électorale

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdelrezak Sebgag a affirmé dimanche à Alger qu'il avait demandé au président de la Fédération algérienne de football (FAF) «d'accélérer» la régularisation de la situation juridique de la Ligue de football professionnel (LFP) et l'organisation de l'assemblée générale électorale (AGE) pour l'élection du président et de son bureau fédéral, et ce conformément aux réglementations en vigueur. «J'ai eu, jeudi dernier, des échanges avec le président de la FAF, Charaf-Eddine Amara, en marge du match Algérie-Djibouti (8-0), dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, auquel j'ai demandé d'accélérer l'organisation des élections

de la ligue professionnelle en vue de renouveler le bureau fédéral et d'élire son président pour le nouveau mandat olympique, ainsi que pour d'autres ligues, afin que nous puissions retourner à la légitimité», a précisé le ministre.

La FAF avait chargé les présidents sortants: Abdelkrim Medouar (Ligue professionnelle), Ali Malek (président de la Ligue nationale du football amateur) et Youcef Benmedjber (président de la Ligue inter-régions de football) de poursuivre la gestion de leurs ligues respectives jusqu'à la fin de la saison.

La LFP, la Ligue nationale de football amateur (LNFA) et la Ligue inter-régions (LIRF) tiendront leurs assemblées générales élec-

tives (AGE) avant le début de la saison 2021-2022, avait annoncé la FAF, le 05 août dernier.

De son côté, le président par dérogation de la LFP, Abdelkrim Medouar avait appelé mardi à l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (AGEx) consacrée à la mise en conformité des statuts avant de passer à une AGE.

Le coup d'envoi de la nouvelle saison de Ligue 1 sera donné le 23 octobre prochain, sous une formule d'une seule poule de 18 clubs en aller et retour (34 journées), alors que celui de la Ligue 2 amateur se fera durant le week-end du 8 et 9 octobre. Quant au championnat inter-régions, la compétition débutera les 15 et 16 octobre.

Cyclisme - Tour d'Espagne Roglic couronné pour la troisième fois

Un triplé historique: vainqueur du contre-la-montre final dimanche à Saint-Jacques-de-Compostelle, Primož Roglic (Jumbo-Visma) a écrasé la concurrence et s'est hissé dans le panthéon du Tour d'Espagne, devenant le 3^e homme à remporter la Vuelta trois années de suite. Il s'impose avec une avance écrasante de 4 min 42 sec sur l'Espagnol Enric Mas (Movistar), 9^e contre le chrono dimanche au cours d'une journée qui a vu l'Italien Fabio Aru (Qhubeka) faire ses adieux au peloton

professionnel. Il s'agit du plus gros écart entre le vainqueur d'une Vuelta et son dauphin depuis 24 années (Alex Zülle avec 5 min 07 sec d'avance sur Fernando Escartin en 1997). L'Australien Jack Haig (Bahrain) complète le podium à 7 min 40 sec - un retard abyssal - de l'intouchable Slovène qui a célébré sa victoire en revêtant un tee-shirt «Trioglic» en compagnie de tous ses équipiers.

Dans le contre-la-montre final, Roglic a délogé Magnus Cort Nielsen (Edu-

cation First), qui a longtemps tenu le meilleur chrono dimanche lors de la 21^e étape entre Padron et Saint-Jacques-de-Compostelle avant le régal du Slovène, plus rapide de 14 secondes. Il s'est même payé le luxe de doubler sur le perron de la cathédrale l'Espagnol Enric Mas, parti deux minutes avant lui. «C'est incroyable, c'est fou. Des fois, tu gagnes de beaucoup, des fois, d'un rien. Mais tant que tu gagnes, c'est toujours aussi beau», a résumé le champion slovène à l'arrivée.

Tennis - US Open Medvedev avance au quart de tour



Serein, sûr de sa force et clinique, Daniil Medvedev a avalé l'obstacle britannique Daniel Evans dimanche, pour caracoler en quart de finale de l'US Open, où il aura pour adversaire un Néerlandais inconnu jusqu'ici, Botic van de Zandschulp, tombeur surprise de Diego Schwartzman. Le Russe, rival de Novak Djokovic, en quête d'un Grand Chelem calendaire historique, a, comme lors des trois tours précédents, passé moins de deux heures sur le court, pour s'imposer 6-3, 6-4, 6-3. Face à un adversaire (27^e) qu'il rencontrait pour

la première fois et qui, à défaut de le contrarier, a proposé un tennis plaisant et fait de nombreuses montées à la volée, Medvedev en a profité pour user de son talent en passifs et lobs. Sous les feux de la rampe, depuis qu'il a éliminé Stefanos Tsitsipas (3^e),

Carlos Alcaraz (55^e) a su remporter le si difficile match d'après. Il a tout de même eu du mal pour vaincre 5-7, 6-1, 5-7, 6-2, 6-0 l'Allemand Peter Gojowczyk (141^e). En quarts, il affrontera le Canadien Félix Auger-Aliassime (15^e), vainqueur 4-6, 6-2, 7-6 (8/6), 6-4 de l'Américain

Frances Tiafoe. Chez les dames, la N.2 mondiale Aryna Sabalenka s'est qualifiée facilement 6-4, 6-1 contre Elise Mertens (16^e) en 1h11. Dans une position de favorite, depuis les éliminations surprises de la tenante du titre Naomi Osaka (3^e) et de la N.1 mondiale Ashleigh Barty, la Biélorusse, demi-finaliste à Wimbledon, n'a absolument pas tremblé face à la Belge. Plus tôt, Elina Svitolina (5^e) avait solidement battu 6-3, 6-3 Simona Halep (13^e). Lauréate du tournoi de Chicago il y a une semaine, l'Ukrainienne, demi-finaliste en 2019, est en forme.

ES Sétif Une reprise dans l'incertitude

M. Zeggai

La formation de l'Entente vit actuellement dans la confusion. A quelques jours de la double confrontation contre les Gambiens de Fortune FC en Ligue des champions d'Afrique, c'est l'indécision qui plane en l'absence de l'entraîneur Nabil El-Kouki. Ce dernier conditionne son retour à l'Entente par la réunion qu'il devra tenir avec les responsables du club pour tracer la fameuse feuille de route et surtout assainir sa situation financière.

Entre-temps, les joueurs de l'Entente de Sétif ont repris le travail pour le compte de la nouvelle saison au stade du 8-Mai 1945 de Sétif sous la conduite de Farid Delhoum, l'adjoint de Nabil El-Kouki. Perturbés par les «fausses informations colportées ici et là», selon le président du conseil d'administration, Abdelhakim Serrar, les dirigeants effectuent actuellement une véritable course contre la montre pour essayer de mettre tous les atouts du côté de leur équipe.

Selon le premier responsable de l'Entente, il est impossible de continuer à gérer avec la même stratégie. «Beaucoup de choses sont à revoir, notamment celles des prérogatives des membres», a déclaré Abdelhakim Serrar, ajoutant que «l'Entente est un grand club qui mérite une gestion plus professionnelle». Lors de la dernière conférence de presse, le président du conseil d'administration de la SSPA/ESS, en présence du directeur général sportif, Fahd Halfaya, a fait un constat amer tout en insistant sur la nécessité d'une réorganisation du club.

Serrar a confirmé le recrutement officiel d'une dizaine de nouveaux joueurs tout en précisant que le club n'a pas encore reçu le moindre centime du transfert d'Ammoura. Aussi, le fait que certains éléments exigent leur argent dans



Ph.: Arch.

les plus brefs délais suscite bien des inquiétudes.

On croit savoir que le président du conseil d'administration a évalué à plus de 60 milliards de centimes le budget de l'ESS pour la saison prochaine, selon une source proche du club. Le président de l'Entente n'a pas omis de soulever l'affaire des jeunes, qui a suscité moult réactions des supporters. «En toute sincérité, l'Entente ne dispose pas de jeunes joueurs pour faire face à l'exigence et le niveau de la compétition africaine. Alors, qu'on cesse de dire n'importe quoi». Pour sa part, Fahd Halfaya est revenu sur le bilan de son équipe et s'est dit étonné du parcours de l'Entente lors des six derniers matches de la saison. Le directeur général sportif a également exploité cette rencontre avec la presse pour évoquer les bonnes relations entretenues avec Kamel Lafi, le président du CSA/ESS. A présent, l'ESS a officiellement engagé les Ferhi

(ex-Club Africain), Benayed (prêt PAC), Younes Wasaâ (ex-RCA), Motrani et Bottiche (ex-MCO), Ibrahim Boudibous (Libye), Ali Larbi (ex-ASMO), Benboulaïd (ex-WAT), Bouchama (ex-MCEE) en attendant la finalisation des négociations avec Belkaroui (ex-MCO) et le gardien de but du NC Magra, Bouhalfaya. Mais nombreux sont ceux qui se demandent sur la qualité des recrues. Certains estiment que les dirigeants ont été induits en erreur par un manager de l'Ouest qui a déjà été à l'origine des malheurs de pas mal de clubs. D'autres estiment qu'il n'y a pas de grands joueurs sur le marché national et que les responsables ont jugé avoir recruté des éléments capables de donner le plus escompté.

La question qui s'impose est de savoir si le coach Nabil El-Kouki a été concerté dans l'opération de recrutement ? Là est toute la question.

MC Oran Les dettes s'accumulent

La situation financière se complique davantage au Mouloudia d'Oran après les verdicts qui viennent de prononcer la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) au profit de sept joueurs. Ces verdicts portent à plus de 110 millions DA les dettes du club au niveau de cette instance, a-t-on appris lundi de la formation de Ligue 1 de football.

Les sentences de la CNRL obligent la direction oranaise à s'acquitter de près de 70 millions DA au profit des sept joueurs plaignants. Trois éléments de l'effectif de l'exercice 2019-2020 avaient eu auparavant gain de cause auprès de la même structure relevant de la Fédération algérienne de football, contraignant la trésorerie des «Hamraoua» à leur payer une somme globale estimée à 40 millions DA, souligne-t-on de même source. L'addition risque d'être salée davantage, étant donné que d'autres joueurs de l'effectif de l'exer-

cice précédent attendent que la CNRL ne tranche sur leurs plaintes, souligne-t-on encore. Toutes ces dettes ont causé au club phare de la capitale de l'Ouest l'interdiction de recrutement au cours de l'actuel mercato qui a commencé le 6 août passé, rappelle-t-on. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la direction mouloudienne assiste impuissante au départ de plusieurs joueurs clés de son effectif de la saison passée. Jusqu'à là, six éléments ont signé des contrats avec d'autres clubs, à savoir Boutiche et Motrani (ES Sétif), Hamidi (MC Alger), Mellal (JS Saoura), Litim (Al Ain Essaudi) et Benhammou (CR Belouizdad).

D'autres devraient leur emboîter le pas dans les prochains jours et n'attendent que leurs lettres de libération de la CNRL pour aller monnayer leurs talents sous d'autres cieux, affirme-t-on dans l'entourage du club.

Le conseil d'administration du MCO, réuni jeudi passé, a

décidé de mettre en place une commission de recrutement qui sera chargée de désigner un nouvel entraîneur pour succéder à Fouad Bouazza et renforcer l'effectif par de nouveaux joueurs en vue du prochain exercice qui débute le 23 octobre. Mais tout cela passe obligatoirement par le paiement des dettes actuelles et futures, ce qui ne serait pas une mince affaire, surtout en ces moments de vaches maigres que traverse le MCO, estiment les observateurs.

La crise financière récurrente de la formation d'El-Bahia a d'ailleurs incité les membres du conseil d'administration à approuver, lors de leur précédent conclave, une résolution par laquelle ils s'engagent à ouvrir la voie à la reprise du club par une entreprise publique. Il s'agit de «la seule option pour permettre au MCO de retrouver son lustre d'antan», avait déclaré le président Tayeb Mahiaoui au cours d'une récente conférence de presse.

JSM Tiaret Vers la tenue d'une AG extraordinaire

La JSM Tiaret devrait organiser mercredi une assemblée générale extraordinaire (AGEx) au cours de laquelle son président, Sofiane Boumediene, annoncera sa démission et celle des membres de son bureau exécutif, a-t-on appris auprès de ce club, pensionnaire de la Ligue 2 algérienne de football.

Une démission collective donc des dirigeants de cette formation de l'Ouest du pays, qui a été motivée par «l'absence de tout apport financier et par l'accumulation des dettes, qui constituent le principal problème du club depuis plusieurs

années», a-t-on affirmé de même source. Même l'audience accordée récemment par les autorités locales au président et ses assistants n'a pas fait revenir ces derniers sur leur décision de jeter l'éponge, a-t-on encore souligné.

Il est ainsi prévu de mettre en place, au cours de l'assemblée extraordinaire de mercredi, une commission pour le recueil des candidatures, dans la perspective de créer un nouveau bureau, indiquant au passage que «jusque-là, les candidats ne se bousculent pas au portillon». Ainsi, «si aucun candidat ne se pré-

sente pour succéder à Sofiane Boumediene, un directoire sera installé pour gérer les affaires courantes du club», précise-t-on. La JSMT a retrouvé le deuxième palier lors de l'exercice écoulé, après plusieurs saisons passées dans les divisions inférieures.

Cette équipe a terminé à la quatrième place la précédente édition de son championnat. Le coup d'envoi du nouvel exercice est prévu le 8 octobre prochain, au moment où l'ambiguïté perdure concernant l'avenir immédiat d'Ezzarga, suscitant l'inquiétude de ses fans.

WA Tlemcen Nacereddine Souleymane jette l'éponge



Le directeur général du WA Tlemcen, Nacereddine Souleymane, a annoncé, lundi, sa démission de son poste qu'il a occupé tout au long de l'exercice passé, a-t-on appris de l'intéressé. Nacereddine Souleymane a souligné, dans une déclaration, qu'il avait assumé cette responsabilité «à titre intérimaire en raison de la situation délicate que traversait le club». Il a, en outre, estimé que «désormais, les membres du conseil d'administration de la société sportive par actions ont largement le temps cette fois-ci pour remettre de l'ordre dans la maison». Le même dirigeant, également membre

de la Chambre nationale de résolution des litiges relevant de la Fédération algérienne de football, a indiqué, en revanche, qu'il gardait son poste de président du club sportif amateur (CSA) du WAT, pour lequel il a été élu pour un deuxième mandat lors de l'été 2020. Le WAT, sauvé in-extremis de la relégation, a fait face à des problèmes multidimensionnels pendant l'exercice écoulé. En plus de sa crise financière aiguë, il a connu le défilé de pas moins de trois présidents aux commandes administratives et autant d'entraîneurs à la barre technique, rappelle-t-on.

Dès la fin du champion-

nat, le 24 août passé, l'entraîneur Abdelkader Amrani a annoncé son départ, tout comme le président intérimaire, Rachid Meliani. Toutefois, ce dernier est revenu à de meilleurs sentiments en s'engageant de «mettre l'équipe sur rails en prévision de la saison prochaine pour ensuite rendre le tablier», a-t-il dit.

En attendant, le WAT, interdit de recrutement, a déjà enregistré le départ de quelques joueurs clés, tels Bellatreche (JS Saoura), Atou (MC Alger), Benbelaid (ES Sétif) et le buteur de l'équipe Touil, parti tenter une expérience étrangère au sein de la formation irakienne d'Al-Zawraa.

MJS Réouverture des infrastructures sportives

C'est hier qu'a été procédé à la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines.

Une décision qui fait suite aux déclarations du ministre de la Jeunesse et des sports, dimanche à Alger. «Suite à l'accord des services du premier ministre, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités et compétitions sportives dans

toutes les disciplines à partir du lundi 6 septembre», avait indiqué un communiqué de la tutelle. «Cela est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus».

Il est à rappeler que «le

Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a décidé le 30 août dernier, des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), dont la reconduction de la suspension des activités sportives au niveau des salles de sport, et le confinement partiel à domicile pour une période de 15 jours dans 40 wilayas».

Eliminatoires Mondial-2022

L'Italie piétine, Allemands et Espagnols déroulent

L'Italie, a de nouveau été accrochée dimanche soir, par la Suisse 1-1, tandis que l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre ont déroulé, s'offrant de beaux festivals offensifs face à des adversaires plus faibles. Un record, mais peu de sourires sur les visages italiens au terme du match nul concédé en Suisse: si l'Italie a enchaîné un 36e match consécutif sans la moindre défaite, du jamais vu pour une sélection nationale, elle a buté sur un groupe suisse dans la continuité de son Euro-2020 réussi. Les champions d'Europe ont pourtant eu les occasions pour s'imposer à Bâle mais ils sont tombés sur un grand

Yann Sommer, qui a même stoppé un penalty de Jorginho (53e). L'Italie conserve quatre points d'avance sur son dauphin suisse, en embuscade. L'Angleterre, finaliste du dernier Euro, a elle fait le travail à domicile contre de modestes Andorrans. Emmenés par l'ailier de Manchester United Jesse Lingard, auteur d'un doublé (18e et 78e), les «Three Lions», remaniés, ont également pu compter sur leur avant-centre Harry Kane, qui a inscrit son 40e but en sélection sur penalty (72e). Le jeune Bukayo Saka a alourdi la marque en portant le score à 4-0 de la tête (85e). Les hommes de Gareth Southgate poursuivent la belle dynami-

que lancée pendant l'Euro, puisqu'ils comptent cinq victoires en autant de matches lors de ces qualifications, en n'ayant encaissé qu'un seul but pour 17 marqués.

Grâce à un carton 7-1 sur la pelouse de Saint-Marin, ponctué par un triplé d'Adam Buksa et un doublé de Lewandowski, la Pologne a pris seule la deuxième place du groupe avec dix points. Dans le duel opposant les deux premiers du groupe E, la Belgique n'a pas tremblé contre la République Tchèque, s'envolant en tête du classement avec six points de plus que son adversaire du soir. Lukaku, Eden Hazard et Saelemaekers ont fait parler la poudre pour une victoire 3-0 des Diables Rouges. Derrière eux, le Pays de Galles s'est positionné, et il le doit pour beaucoup à son attaquant Gareth Bale: l'ailier du Real Madrid a inscrit les trois buts de la victoire galloise au Bélarus (3-2), dont le dernier au bout du temps additionnel, pour placer son équipe à un point de la 2e place, avec deux matches en moins.

Après sa défaite surprise contre la Suède (2-1) jeudi, l'Espagne a remis la marche avant en reprenant la première place du groupe grâce à son succès 4-0 sur la Géorgie. La Roja compte une longueur d'avance sur les Scandinaves, qui ont cependant disputé deux matches de moins qu'elle. L'Allemagne s'est montrée autoritaire contre l'Arménie, surprenante première de son groupe après quatre rencontres. La sélection de Hans-Dieter Flick s'est emparée du fauteuil de leader, avec une démonstration offensive à Stuttgart, et une victoire 6-0.

Scandale sanitaire

Le choc Brésil-Argentine suspendu



Les retrouvailles entre Lionel Messi et Neymar avec leurs sélections ont tourné court, avec l'arrêt du match Brésil-Argentine, dimanche à Sao Paulo, sur intervention des autorités sanitaires brésiliennes, quatre joueurs argentins évoluant en Angleterre étant accusés de violer les protocoles anti-Covid.

La Fifa a confirmé dans un communiqué que cette rencontre des qualifications pour le Mondial-2022 avait été «suspendue sur décision de l'arbitre», sans préciser si elle sera reportée ou non à une date ultérieure. Le coup d'envoi avait été donné depuis à peine cinq minutes quand la scène surréaliste s'est produite: des représentants de l'agence sanitaire Anvisa et de la police fédérale sont entrés sur le terrain pour mettre fin à la rencontre, dans la confusion la plus totale. Les Argentins ont tenté de parler, mais ont fini par regagner le vestiaire, où ils

sont restés pendant plus de trois heures, avant de finalement quitter le stade, une heure après la délégation brésilienne. «Ca fait trois jours qu'on est ici, pourquoi ne sont-ils (les agents de l'Anvisa) pas venus avant?», avait auparavant demandé Messi, aux côtés de Neymar et des sélectionneurs des deux équipes, dans une vidéo de la chaîne argentine TyC en pleine confusion. «A aucun moment nous n'avons été informés que (les quatre joueurs) ne pourraient pas jouer le match. Nous voulions jouer, et les Brésiliens aussi», a déclaré pour sa part le sélectionneur argentin Lionel Scaloni, cité sur le compte Twitter de la fédération argentine.

Quelques heures avant le coup d'envoi, l'Anvisa avait pourtant annoncé dans un communiqué avoir recommandé aux autorités locales de l'Etat de Sao Paulo que les quatre footballeurs soient «placés immédiatement en quarantaine» pour

avoir fourni de «fausses informations» dans le formulaire d'entrée au Brésil. Selon l'agence sanitaire, Giovanni Lo Celso (Tottenham), Emiliano Martinez (Aston Villa), Emiliano Buendia (Aston Villa) et Cristian Romero (Tottenham) auraient omis de signaler qu'ils avaient séjourné au Royaume-Uni lors des quatorze derniers jours précédant leur arrivée.

Une ordonnance ministérielle datant du 23 juin interdit l'entrée sur le territoire brésilien à toute personne étrangère venue du Royaume-Uni, d'Inde ou d'Afrique du Sud, pour éviter la propagation de variants du Covid-19. Le Brésil est le deuxième pays au monde le plus endeuillé par le Covid-19, avec plus de 580.000 morts. Le communiqué de l'Anvisa faisait état d'un «risque sanitaire grave», interdisant aux joueurs de «prendre part à toute activité et de demeurer sur le territoire brésilien».

Coup d'Etat en Guinée

Le match face au Marco reporté

La sélection du Maroc, un temps bloquée par le coup d'Etat militaire en cours à Conakry, où elle devait affronter la Guinée lundi lors des éliminatoires du Mondial-2022, a quitté dimanche soir la Guinée, a déclaré un responsable de la Fédération marocaine de football. Les Lions de l'Atlas «ont embarqué et sont en route vers le Maroc grâce aux efforts du roi (Mohammed VI)», a indiqué un responsable de la Fédération royale marocaine de football (FRMF), Mohamed Makrouf. Ils devaient affronter lundi la Guinée, une rencontre qui a finalement été reportée «afin d'assurer la sécurité et la sûreté des joueurs et de protéger tous les officiels du match», a précisé la Confédération africaine de football (CAF), dans un communiqué cité par l'agence de presse marocaine MAP.

La reprogrammation du match sera communiquée «ultérieurement». Des officiers des forces spéciales guinéennes ont affirmé dimanche avoir capturé le chef de l'Etat Alpha Condé, pris le contrôle de Conakry et «dis-sous» les institutions.

Aucun mort n'avait été rapporté dimanche durant ce coup de force, malgré les crépitements intenses d'armes automatiques entendus dans la matinée dans la capitale. Le chef des forces spéciales, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, a annoncé la fermeture des frontières terrestres et aériennes de ce pays d'Afrique de l'Ouest plongé depuis des mois dans une grave crise économique et politique.

AC Milan

Retour imminent pour Ibrahimovic

L'arrêt depuis près de quatre mois en raison d'une blessure au genou gauche, Zlatan Ibrahimovic (39 ans) va effectuer son retour avec le Milan AC.

En effet, le coach du club

lombard, Stefano Pioli, compte lancer l'attaquant suédois face à la Lazio, dimanche prochain en Serie A.

Un possible come-back qui tombe à pic puisque les

Rossoneri disputeront leur premier match de Ligue des Champions depuis 8 ans à Liverpool, mercredi 15 septembre, alors qu'Olivier Giroud, positif au Covid-19, est sur le flanc.

Manchester United

Le calvaire continue pour Van de Beek

En 2020, lorsque l'Ajazz Amsterdam a vendu Donny van de Beek (24 ans) à Manchester United en échange de 45 ME, le club batave avait orchestré tout un storytelling de départ similaire à celui réalisé lors de la vente de Frenkie De Jong au FC Barcelone. Mais si le dernier cité s'est rapidement imposé en Catalogne, van de Beek, lui, est en situation d'échec à Old Trafford. La saison dernière, il n'a été titularisé qu'à quatre reprises en dix-neuf apparitions en Premier League. Un bilan pas fameux que l'on pouvait mettre sur le compte de la fameuse période d'adaptation. Sauf que le clan van de Beek a cherché à quitter Old Trafford cet été. Mais alors qu'il avait trouvé un point de chute du côté d'Everton, le Hollandais a été bloqué par les Red Devils. Une

première mauvaise nouvelle à laquelle s'est ajoutée une deuxième: le retour au bercail de Cristiano Ronaldo. «Paul Pogba joue à gauche et avec l'arrivée de Cristiano Ronaldo, cela veut dire qu'il y aura un nouveau joueur au milieu de terrain vu que Pogba va quitter le côté gauche. Nous avons eu des discussions avec Solskjaer et le board. Nous avons pris l'initiative de trouver un club et nos recherches nous avaient menés à Everton. Nous avons engagé des discussions avec Marcel Brands et Farhad Moshiri.

Le lundi soir (30 août), nous avons reçu un appel de Solskjaer nous disant qu'un transfert n'était pas envisageable et que le joueur devait venir à l'entraînement le lendemain matin», a déclaré l'agent de van de Beek, Guido Albers,

à Ziggo Sport, avant de poursuivre. «Nous avons fait savoir que Donny n'était pas un joueur de Carabao Cup, ou de FA Cup, ou qu'il ne devait jouer que des matches européens. Donny est allé en Angleterre pour jouer en Premier League. La façon dont la conversation s'est déroulée cette fois (avec Solskjaer) par rapport à l'été dernier... les choses sont beaucoup plus claires maintenant. J'attends pleinement que Donny ait sa chance. Donny a travaillé extrêmement dur pendant l'été. Il n'a eu que sept jours de congé. Le reste du temps, il s'est entraîné pour revenir en pleine forme. Il est tout à fait prêt.» Sauf que, pour le moment, Manchester United a disputé trois matches de championnat... et van de Beek n'a pas joué une seule minute.

Afrobasket-2021

Troisième titre continental pour la Tunisie

La sélection tunisienne de basket-ball, tenante du titre, s'est adjugée son 3e titre africain en battant son homologue ivoirienne sur le score de 78-75, (mi-temps: 47-34) en fi-

nale de de l'Afrobasket-2021 (messieurs) disputée dimanche à l'Aréna de Kigali au Rwanda. Les scores des quarts-temps ont été comme suit: 25-18, 22-16, 18-25 et 13-16.

C'est le 3e titre des Tunisiens après ceux remportés en 2011 et 2017. En match de classement, le Sénégal a pris la 3e place en battant le Cap-Vert par (86-73), mi-temps (44-39).

Tunisie

Un blessé de la révolution de 2011 s'immole par le feu

Un jeune homme, blessé pendant la révolution tunisienne de 2011, s'est immolé par le feu après avoir dénoncé l'absence d'aide du gouvernement, a appris l'AFP lundi auprès de sa famille.

Ce geste rappelle celui de Mohamed Bouazizi, le vendeur ambulancier qui s'était immolé par le feu le 17 décembre 2010, déclenchant la révolution tunisienne qui a mis fin au règne du président Zine el Abidine Ben Ali et donnant le coup d'envoi aux révoltes du Printemps arabe dans d'autres pays de la région.

Néji Hefiane, 26 ans, est décédé samedi dans un hôpital de la banlieue sud de Tunis. Il s'était immolé par le feu jeudi devant sa famille, justifiant son geste par des conditions sociales difficiles, a indiqué à l'AFP son père Béchir Hefiane. «C'est l'injustice et la marginalisation dont il a fait l'objet qui ont poussé mon fils à mettre fin à sa vie».

Habitant à Intilaka, l'un des quartiers populaires de Tunis où s'étaient produites des manifestations violentes lors du soulèvement populaire entre décembre 2010 et janvier 2011, Néji Hefiane, qui à l'époque n'était âgé que de 16 ans,

avait été blessé par balles à la tête.

Depuis, il n'avait reçu aucune aide des autorités et s'est senti complètement ignoré alors que son nom figurait sur la liste officielle des blessés de la Révolution, selon sa soeur Zohra. «Mon frère n'a bénéficié d'aucun droit: ni de la gratuité des soins, ni au travail. Il a frappé à toutes les portes mais il n'a trouvé que négligence, même de la part du président de la République», a-t-elle ajouté.

Il y a un mois, son père a envoyé une lettre au président Kais Saïed lui expliquant la situation de son fils et lui demandant d'intervenir pour aider sa famille en grande difficulté économique. «Nous n'avons reçu aucune réponse, même après le décès de mon fils», a-t-il regretté.

D'autres blessés de la révolution «menacent de mettre fin à leur vie», a assuré à l'AFP l'avocate Lamia Farhani, présidente de l'Association Aoufiaa (Fidèles, ndlr) qui défend les droits des «martyrs et des blessés» de la révolution.

Pour Me Farhani, «il n'y a aucune volonté politique pour garantir le minimum des droits» de ces victimes. «L'Etat et tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011, sont responsables, de cet état de désespoir et de dégoût chez ces personnes».

Un buraliste italien vole un ticket à gratter gagnant de 500.000 euros



Un buraliste italien a été arrêté à l'aéroport de Rome-Fiumicino alors qu'il s'apprêtait à s'envoler pour l'Espagne après avoir volé à une cliente un ticket à gratter gagnant de 500.000 euros, a annoncé lundi la police.

L'homme faisait les gros titres en Italie depuis plusieurs jours après s'être enfui jeudi dernier avec le précieux ticket appartenant à une dame de 70 ans, venue dans son bureau de tabac à Naples pour confirmer son gain.

Selon les enquêteurs, après son forfait, le commerçant indélicat s'est rendu dans la ville de Latina, entre Naples et Rome, afin d'y

déposer le ticket gagnant dans une banque et pouvoir l'encaisser plus tard lorsque les choses se seraient calmées.

Il a été interpellé par la police des frontières à l'aéroport romain, en possession d'un billet d'avion pour les Canaries. Il a alors tenté de retourner l'affaire en sa faveur en disant vouloir porter plainte contre une femme l'accusant d'avoir volé le ticket à gratter, précise un communiqué.

Le parquet ne l'a toutefois pas suivi et ouvert une enquête pour vol aggravé, tandis que sa licence de buraliste a été suspendue. La justice a aussi ordonné la saisie de la carte de jeu.

Washington offre cinq millions de dollars pour l'arrestation d'un ex-général de Guinée-Bissau



L'ancien chef d'état-major Antonio Indjai est recherché pour son implication présumée dans un trafic de drogue.

Le président de la Guinée-Bissau exclut l'extradition vers les Etats-Unis d'un ex-général et ancien putschiste. La tête d'Antonio Indjai a été mise à prix par le département d'Etat américain, plus de huit ans après une première inculpation en 2013.

PETIT PAYS LUSOPHONE

On parle peu de la Guinée-Bissau, petit pays lusophone d'Afrique de l'Ouest, à ne pas confondre avec la Guinée Conakry ou encore la Guinée équatoriale. L'ex-colonie portugaise est connue pour ses multiples coups d'Etat. Seize tentatives, dont quatre réussies, depuis son indépendance en 1974. La Guinée-Bissau est également citée depuis des années comme un point de passage en Afrique de l'Ouest de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud vers l'Europe. Une plaque tournante du trafic de drogue dans lequel Antonio Indjai tient un rôle déterminant, selon Washington.

PUTSCH, DROGUE ET POTS-DE-VIN

Le dernier putsch militaire en

date est mené en avril 2012 par le chef d'état-major de l'époque, Antonio Indjai. Pendant deux ans, la période est particulièrement instable et favorise le trafic de drogue déjà en place, comme le souligne le conseil de sécurité de l'ONU. Antonio Indjai est soumis aussitôt à des sanctions internationales et ne peut plus quitter son pays.

Parallèlement, il est accusé par la justice américaine de trafic de cocaïne en lien avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Antonio Indjai aurait accepté de stocker des tonnes de cocaïne dont la vente aurait financé l'achat d'armes pour les guérilleros colombiens. L'ancien général est également mis en cause dans la distribution de pots-de-vin à des responsables en Guinée-Bissau. L'affaire a été relancée en août 2021 avec un avis de recherche officiel.

«Indjai était considérée comme l'une des figures de déstabilisation les plus puissantes de Guinée-Bissau, opérant librement dans toute l'Afrique de l'Ouest, utilisant des produits illégaux pour corrompre et déstabiliser d'autres gouvernements»

DANS LE VISEUR AMÉRICAIN

Plus de huit ans après une pre-

mière inculpation américaine en 2013, Washington ne lâche pas l'affaire et veut poursuivre en justice l'ex-général bissau-guinéen âgé de 66 ans. Elle l'accuse notamment de «corrompre et de déstabiliser d'autres gouvernements», sans les nommer. Une récompense de cinq millions de dollars est offerte par le département d'Etat contre toute information menant à l'arrestation et ou à la condamnation d'Antonio Indjai. Elle s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre les stupéfiants. Mais ce «Wanted» à l'américaine semble prendre de court la Guinée-Bissau. Le président Umaro Sissoco Embaló rejette les accusations américaines contre l'ancien général et exclut toute extradition vers les Etats-Unis.

Le politologue et chercheur bissau-guinéen Rui Jorge Semedo juge «exagérée» l'annonce de Washington. Elle risque, selon lui, d'approfondir les clivages dans «un pays fragile», comme il l'explique à l'agence portugaise Lusa. Il rappelle surtout que l'homme recherché a encore beaucoup d'influence au sein de l'armée. C'est sans doute pour cela que le général à la retraite n'a jamais été inquiété par la justice de son pays ni interrogé sur un quelconque rôle dans le trafic de drogue.

Communiqué

Riyad Mahrez et Djezzzy : l'aventure continue toujours plus loin !

Riyad Mahrez, l'ailier de Manchester City et capitaine des verts se réengage aux côtés de Djezzzy. L'international algérien vient de signer un nouveau contrat de partenariat avec l'entreprise pour plusieurs années encore.

Après trois années où il a brillamment symbolisé la marque en terme de rigueur, de réussite et d'espoir pour la jeunesse, le Citizen continuera de porter les couleurs de Djezzzy et d'en incarner les valeurs.

C'est avec le slogan «2018, Djezzzy démarre fort» que le joueur vedette avait été nommé ambassadeur de la marque pour promouvoir avec Djezzzy le développement des services digitaux en Algérie.

La confirmation de l'engagement du joueur aux côtés de Djezzzy est une preuve de sa confiance dans le partage de valeurs communes avec Djezzzy



: Esprit d'équipe, Intégrité, Courage. Autant de valeurs qui font le succès du joueur et sont inscrites dans l'ADN de Djezzzy.

RDC : 12 morts et des milliers d'intoxications suite à la pollution de la rivière Kasai



Des rejets toxiques d'une mine de diamants en Angola sont responsables de cette pollution qui affecte près d'un million d'habitants.

Douze décès, 4 500 cas de diarrhées et de maladies cutanées, près d'un million d'habitants concernés sur les deux tiers de la province du Kasai. Le bilan est lourd et pas forcément définitif.

Car, selon la ministre de l'Environnement Eve Bazaida Masudi, la pollution se poursuit au fil de l'eau et risque de s'étendre jusqu'à Kinshasa. La faune a également été impactée. On ne compte plus les poissons morts, et même des hippopotames ont été victimes de l'eau empoisonnée.

Les signes de pollution sont apparus fin juillet lorsque les eaux de la rivière Kasai sont devenues rougeâtres à la hauteur de Tshikapa, en aval du confluent des rivières Kasai et Tshikapa. Cette dernière a probablement charrié la pollution depuis l'Angola voisin. Une mine de diamants de la province angolaise de Lunda Sul a reconnu un rejet accidentel de ses effluents.

Dans toute la région, la consommation de l'eau est toujours interdite, de même que la pêche. Le gouvernement congolais annonce que 40



tonnes de médicaments ont été envoyées sur place.

Mais selon le député Guy Mafuta Kabongo, la population est surtout livrée à elle-même. «Nous avons exhorté la population à ne pas consommer cette eau... Mais on n'a pas proposé de solution de rechange, accuse le député. Ce qui fait que la population est contrainte d'utiliser la même eau polluée. En dehors des messages de réconforts, il n'y a rien de concret.»

POLLUEUR PAYEUR ?

Et pourtant, la ministre de l'environnement reconnaît que le danger n'est pas encore écarté. «Ce n'est pas

parce que les eaux se sont éclaircies que tout est fini», a déclaré la ministre qui attend l'avis des experts pour lever les interdictions. Quant à la pollution elle-même, dont la société minière de Catoca assume la responsabilité, le gouvernement congolais entend faire jouer le principe du pollueur payeur.

La mine de Catoca est la cinquième plus grande mine de diamants du monde située dans la province angolaise de Lunda Sul. Le site s'étend sur une superficie de 64 hectares. Une mine à ciel ouvert dont le puits descend à 200 mètres de profondeur et devrait atteindre 600 mètres en 2034. La mine assure 6% de la production mondiale de diamants.

Tourisme

Les voyageurs «locaux» ont sauvé la saison en Europe



Les visiteurs d'Asie et d'outre-Atlantique ont manqué à l'appel, mais le tourisme en Europe s'est un peu redressé cet été grâce à la clientèle «locale», avec un bonus pour les destinations ensoleillées.

«En juillet et en août, nous avons dépassé les 2 millions de visiteurs, une chose que nous n'avions pas vu depuis 2019», s'est ainsi réjoui Haris Theocharis, ministre du Tourisme grec jusqu'au remaniement fin août.

Au cœur du quartier touristique de Plaka à Athènes, Napoléon, propriétaire d'une taverne, a «dépassé de plus de 50%» ses objectifs.

Zimi Mistiopoulos, cogérant de l'hôtel Byron, estime cependant être encore en deçà de 2019, avec seulement une dizaine de jours complets contre l'ensemble de la saison il y a deux ans.

«Même si les touristes étaient là, ils n'ont pas acheté tant que ça», remarque aussi Dimitris Papachristodoulou, patron de plusieurs boutiques de souvenirs. Il déplore notamment l'absence des Américains et Chinois, «ceux qui consomment le plus».

Américains et Chinois n'étaient pas non plus en Italie où Walter Pecoraro, propriétaire de l'hôtel Cosmopolita dans le centre de Rome et président de l'association des hôteliers du Latium, la région autour de la capitale, a «en moyenne trois ou cinq chambres occupées sur les 82 de l'hôtel».

«Le tourisme romain, c'est 80% d'étrangers, dont 80% d'Américains et d'Asiatiques», explique-t-il à l'AFP. Selon l'association hôtelière, 600 hôtels sur 1.200 étaient ouverts cet été à Rome, avec un taux d'occupation moyen de 30-35%.

«UN PEU D'OXYGÈNE»

L'Espagne, deuxième destination touristique mondiale derrière la France en 2019, a accueilli en juillet 4,4 millions de touristes, 78% de plus qu'en 2020, selon son Institut national de statistiques, mais loin des 9,9 millions d'avant pandémie en 2019.

La saison estivale a apporté «un peu d'oxygène» aux acteurs du tourisme mais principalement grâce «au marché national», a souligné Carlos Abella, secrétaire général de l'association de

professionnels du tourisme Mesa del Turismo, sur la radio Intereconomia.

La côte méditerranéenne a été favorisée, notamment en Catalogne où les établissements ont enregistré un taux d'occupation proche de 95% en août. Les Français ont été les plus nombreux (874.000 entrées) devant les Allemands (707.000) et les Britanniques (555.000), qui représentaient auparavant le premier contingent de visiteurs étrangers. Ces derniers ont opté pour des séjours chez eux, effrayés par les changements constants de restrictions sur les voyages à l'étranger et par le coût des tests Covid à faire, selon la fédération britannique des agents de voyage ABTA.

Ceux qui ont malgré tout décidé de partir ont opté essentiellement pour les îles espagnoles et la Grèce, comme les Français qui étaient notamment plus de 450.000 en Grèce.

«La particularité de cet été, c'est que très peu de destinations étaient ouvertes», explique à l'AFP Ana Domenech, directrice France du site de réservations lastminute.com. «La Grèce a clairement été la nouvelle destination de l'été avec 79% de voyageurs de plus qu'en 2019.»

Le tourisme hexagonal a lui aussi connu «un bel été» dit à l'AFP Sébastien Manceau, associé expert du tourisme au sein du cabinet Roland Berger.

Et c'est surtout grâce aux Français: sur les 37 millions partis en vacances cet été, 85% sont restés au pays, selon Jean-Baptiste Lemoine, le secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

«Comme il y a eu une météo capricieuse, des régions ont souffert comme la Bretagne et la Normandie», au profit du sud de la France, selon Sébastien Manceau. Au camping Les Sablères de Vieux-Boucau, sur la côte landaise (sud-ouest), les 500 emplacements ont ainsi fait le plein de mi-juillet à fin août, et il a même fallu refuser jusqu'à 150 demandes par jour. On «a retrouvé les niveaux de 2019, si ce n'est mieux», selon son directeur Hervé Labarthe. Et les étrangers sont revenus: Belges, Néerlandais, Allemands, «mais on n'a toujours pas les Britanniques», déplore Sébastien Monceau.

L'acteur Jean-Paul Belmondo est mort

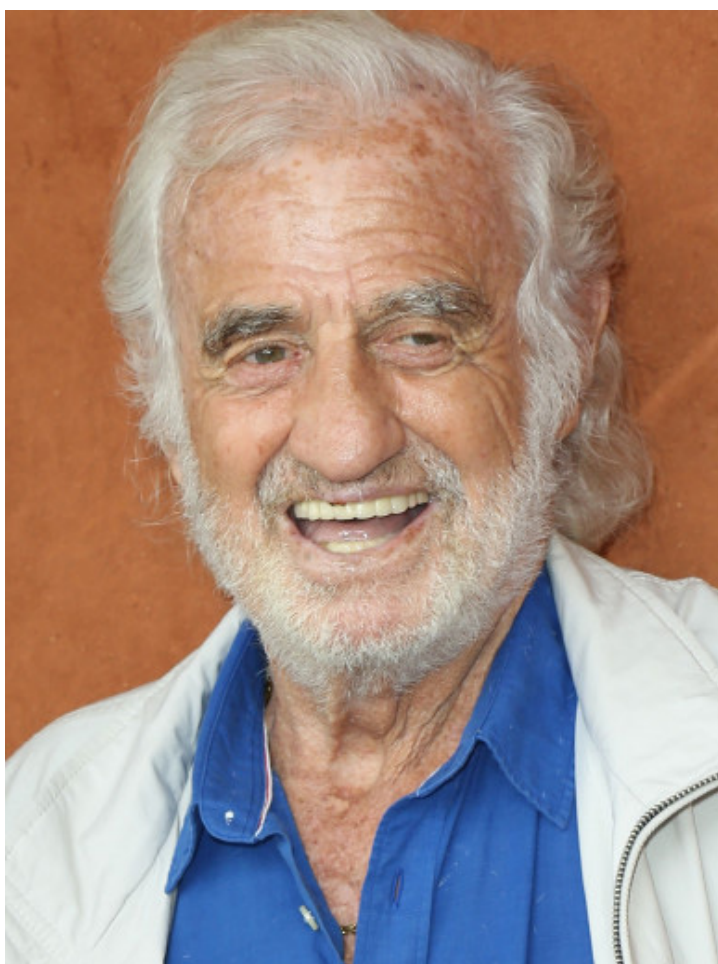
L'acteur Jean-Paul Belmondo, monstre sacré du cinéma français, est décédé lundi à son domicile à Paris à l'âge de 88 ans, a annoncé sa famille dans un communiqué, transmis à l'AFP par leur avocat.

«Il était très fatigué depuis quelque temps. Il s'est éteint tranquillement», a écrit sa famille dans le communiqué, transmis par Me Michel Godest.

Celui qu'on surnommait Bébel a tourné dans 80 films et laisse derrière lui des rôles inoubliables. De «Pierrot le fou» à «L'As des as», l'acteur au charisme exceptionnel a eu l'itinéraire d'un enfant gâté du cinéma, champion du box-office, durant 50 ans de carrière.

Sa mort tourne une page majeure du cinéma français, Belmondo partant après sa bande d'amis du conservatoire, Jean Rochefort, Jean-Pierre Marielle, Bruno Crémier ou encore Claude Rich... Ces dernières années, il avait dû enterrer ses complices, de Guy Bedos au meilleur ami, Charles Gérard, avec lequel il ne cessait de partager fous rires et matchs à Roland-Garros.

Sa carrière commencée sur les planches l'a mené en un demi-siècle aux sommets du box-office français, avec 130 millions de spectateurs cumulés au cinéma. Après une attaque cérébrale pendant un tournage en 2001, il restera fortement handicapé. Bébel a obtenu un César en 1988 pour «Itinéraire d'un enfant gâté», ainsi qu'un César d'honneur en 2017.



Egypte : un train à grande vitesse reliera la mer Rouge à la Méditerranée sur 660 kilomètres



L'Egypte a signé le 1er septembre 2021 un contrat de 3,75 milliards d'euros avec un consortium emmené par l'entreprise allemande Siemens pour sa construction.

L'Egypte va se doter de sa première ligne à grande vitesse. Longue de 660 kilomètres, elle reliera la ville d'Ain Sokhna sur la mer Rouge (au sud du Canal de Suez) à Marsa Matrouh, ville de la côte méditerranéenne située à 120 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie.

Cette future ligne va relier la nouvelle capitale en construction (située à 45 kilomètres du Caire) aux autres grandes villes du pays, avec un réseau ferroviaire rapide pour les passagers et les marchandises. Il permettra, selon les autorités, de réduire la congestion routière et ferroviaire.

«CANAL DE SUEZ SUR RAILS»

La ligne est conçue pour transporter plus de 30 millions de passagers par an à la vitesse de 200 km/h. De même, une importante ligne de fret permettra d'acheminer des marchandises en contournant le Canal de Suez. Selon le PDG de Siemens, Roland Busch, cette liaison ferroviaire devrait réduire de moitié les temps de trajets actuels, décrivant cette nouvelle ligne à grande vitesse comme un « canal de Suez sur rails ». Selon le ministre égyptien des Transports, Hesham Arafat, la ligne passera par 21 gares desservant les grandes villes du pays, dont la ville côtière d'Alexandrie et la nouvelle capitale administrative, à l'est du Caire.

L'ALLEMAND SIEMENS RETENU

Le projet sera exécuté par le ministère des Transports et un consortium d'entreprises égyptiennes et allemandes, emmené par Arab Contractors, Orascom et Siemens. Les entreprises égyptiennes font la partie travaux publics dont le terrassement de la voie. Siemens International fournira les trains, leur maintenance durant 15 ans et mettra en œuvre les systèmes de signalisation et de communication.

Le président Abdel Fattah el-Sissi a lancé plusieurs méga-projets, dont celui de la nouvelle capitale, considérés comme la « vitrine du développement » du pays. Une nouvelle ligne de métro de 48 kilomètres est en également prévue dans la capitale.

Allemagne : des entreprises accusées de «profiter» du travail forcé de Ouïghours en Chine

Des militants pour les droits humains ont annoncé lundi le dépôt d'une plainte en Allemagne contre plusieurs entreprises, dont Lidl et Hugo Boss, qu'ils accusent de «profiter» du travail forcé de membres de la minorité musulmane ouïghour en Chine.

Le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains (ECCHR), une ONG basée à Berlin, a indiqué avoir «porté plainte contre plusieurs entreprises allemandes» pour «complicité présumée de crimes contre l'humanité».

Sont visées les chaînes d'habillement Hugo Boss et C&A, et les chaînes de magasins Lidl, Aldi Nord et Aldi Sud. L'association reproche à ces entreprises de «profiter et se rendre complice, directement ou indirectement, du travail forcé de la minorité ouïghour dans le Xinjiang» (ouest). Pékin est accusé par les pays occidentaux d'enfermer massivement les membres de cette communauté à majorité musulmane et turcophone de l'ouest de la Chine, dans de vastes camps de travail.

Or, les entreprises visées par la plainte disposent d'usines d'approvisionnement dans la région, qu'elles ont «publiquement et volontairement déclarées», commente Miriam Saage-Maass, directrice à l'ECCHR.

Si l'ONG affirme qu'il est



difficile d'obtenir des preuves tangibles de recours au travail forcé, «la question est de savoir si le fait d'entretenir des relations d'affaires n'est pas une façon d'aider et d'encourager ces crimes», affirme-t-elle. «Nous pensons que ces cinq cas ne sont qu'un exemple d'un problème beaucoup plus vaste et plus systématique», a encore déclaré l'activiste.

Une plainte similaire a également été déposée en France en avril par l'association anti-corruption Sherpa contre quatre multinationales de l'habillement, dont Uniqlo, et Zara.

Celle-ci a mené à l'ouverture fin juin d'une enquête par le pôle «Crimes contre l'humanité» du Parquet national antiterroriste (Pnat).

Les Etats-Unis affirment que Pékin se livre à un génocide contre les Ouïghours et d'autres peuples turcs du Xinjiang, où les experts estiment que plus d'un million de personnes sont incarcérées. Pékin nie le terme de génocide et décrit les camps comme des centres de formation professionnelle, une affirmation rejetée par les Ouïghours qui disent être forcés de renoncer à leurs traditions religieuses.

Afrique du Sud : Zuma en liberté conditionnelle pour raisons médicales



L'ancien président sud-africain Jacob Zuma, incarcéré depuis le 8 juillet pour outrage à la justice, s'est vu accorder une remise en liberté conditionnelle pour raisons médicales, ont annoncé dimanche les autorités pénitentiaires sud-africaines.

M. Zuma, 79 ans, est hospitalisé - pour des raisons non dévoilées - depuis le 6 août, hors de la prison où il purge une peine de 15 mois d'emprisonnement pour avoir obstinément refusé de comparaître devant une commission d'enquête sur la corruption d'Etat sous sa présidence (2009-2018).

«Le Département des services pénitentiaires (DCS) est en mesure de confirmer que M. Jacob Gedleyihlekisa Zuma a été placé en liberté conditionnelle pour raisons médicales», selon un communiqué. M. Zuma pourra rentrer chez lui à sa sortie de l'hôpital, a précisé un responsable pénitentiaire à l'AFP.

Cette liberté conditionnelle prend effet dimanche et M. Zuma purgera le reste de sa peine hors de prison, mais pourra avoir à effectuer des travaux d'intérêt général à sa sortie de l'hôpital.

«Le placement en liberté conditionnelle pour raisons

médicales de M. Zuma signifie qu'il purgera le restant de sa peine au sein du système pénitentiaire communautaire, où il devra respecter un certain nombre de conditions et sera soumis à supervision jusqu'à la fin de sa peine», poursuit le DCS dans son communiqué.

Cette mesure de liberté conditionnelle a été prise sur la base d'un «rapport médical» reçu par les services pénitentiaires, selon le communiqué. M. Zuma a subi le 14 août une opération chirurgicale dont la nature n'a pas été précisée et reste hospitalisé dans l'immédiat.

Publicité

APARTEMENTS

■Avenue appartement F4, 2^{ème} étage, Affak, Haï El Badr, Oran 0792.67.66.83

■Loue appartement rénové, F3, à Gambetta pour usage professionnel - Tél : 0557.26.24.06 / 0771.38.71.22

■Urgt Vds joli (104 m²) acté, bien aménagé, au 6^{ème} étage, dans un immeuble récent, avec grand balcon et vue sur mer au centre-ville d'Oran - prix très intéressant - Tél : 0557.64.08.56

■Vends F5 sup 158 m² ou échange Tlemcen. Tel-0551.23.26.53 - Oran

■A louer studio 25 m², centre-ville, Oran et studio 22 m² - tél : 0793.71.32.99

■Loue F3 Yasmine, 11^e (2U) F3 Cavaignac, 3^e (3U) - F3 meublé centre-ville, 5^e (6U) - F5 Larbi Ben M'hidi, 2^e (6U) - F1, St-Pierre, Rdc (1,5U) - Villa Kerma (5U) - Ag ABDALAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■Loct d'un F4 au 1^{er} étage, dans une cité propre à 150 m rond-point (café Dubaï) Haï Sabah Oran - Tél : 0661.20.17.15

■Vds appart F4 Rdc pour commerce/prof libé ou habit, acté état propre, toutes commodités à Dar El Beïda, route Mosquée El Feth tel : 0772.35.31.06 - 0663.94.86.21

VILLAS

■A louer dans une villa un appart au Rdc, grand salon, une chamb, cuis, SDB, grand couloir, petit jardin + cour à st-Hubert, Oran, très propre - Tél : 0791.14.44.67

■A vendre villa, 300 m², 150 m² bâtis, 150 m² jardin Coopérative Mahfida, Bir el Djir, Belgaid, Oran, contact - 0793.47.16.60

TERRAINS

■A louer ou à vendre une ferme de 34 ha, irrigua, à Sidi Amara 5 (Aïn Témouchent) avec livret foncier - Tél : 0773.98.10.88 avant 17h.

■A vendre lot de terrain, acté, avec entourage, 500 m², situé à 800 m sortie de Hassi Bounif vers Sidi Chahmi - Tél : 0777.95.94.89

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60- 0771.39.49.82

DIVERS

■Ets privé paramédical Bibane ouvre l'inscription aide-soignant, Assistants en fauteuil dentaire - tél : 0781.84.23.22 - 0550.60.29.04

■L'école UniBeauté informe son aimable clientèle de l'ouverture des inscriptions pour la nouvelle année 2021/2022 en massothérapie, esthétique, coiffure (F/H) - Tél : 041.83.41.41/ 0770.00.53.43 - FB UniBeauté-officielle

EMPLOIS

■Entreprise Jouda Lumière cherche une architecte, qualifiée et maîtrise la langue française N° 0663.98.14.29

■Jeune Alg, 25 ans, ayant master en Génie mécanique, cherche emploi à Oran - tél : 0779.55.35.34

PENSÉE

A la mémoire de **M. MANSOURI MOHAMED** Directeur Général de l'établissement Hospitalier et Universitaire EHU d'Oran, 1^{er} Novembre 1954, décédé le 26 juillet 2021. En ce 40^{ème} jour de sa mort le personnel de l'établissement a une pensée profonde pour ce responsable plein de qualités professionnelles et humaines. Que Dieu l'accueille dans Son Vaste Paradis. **La Direction Générale de l'EHU d'Oran**



2

10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
14.05 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal 20h00

20.05 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre



Présenté par Sophie Davant
Sept nouveaux acheteurs présents juste pour l'émission affronteront les sept acheteurs habituels Caroline Margeridon, Damien Tison, Aurore Morisse, Stéphane Vanhandenhoven, Anne-Catherine Verwaerde, Laurent Journo et Caroline Pons. Chacun des nouveaux marchands pourra surenchérir afin d'acquérir les objets présentés. C'est donc plus d'opportunités pour les vendeurs mais aussi plus de compétitions pour les acheteurs.

3

08.50 Dans votre région
11.25 12/13 : Journal national
13.05 Un cas pour deux
15.10 Des chiffres et des lettres
16.00 Slam
16.45 Questions pour un champion
17.25 Ensemble pour l'autonomie
17.30 Le 18.30
17.50 18.30, la suite
18.30 19/20 : Journal national
19.20 Plus belle la vie
19.50 Tout le sport

20.05 Les ombres de Lisieux



Téléfilm policier - France - 2015
Avec Marie-Anne Chazel, Joffrey Platel, Flore Bonaventura, Constance Gay
Sur le site du carmel de Lisieux, les croyants voient la statue de sainte Thérèse s'animer. Ils pensent assister à un miracle... mais il s'agit d'une mise en scène pour masquer l'assassinat d'une jeune femme ! Le commandant Thomas Renaud et la lieutenant Laurène Leterrier se rendent dans la sous-préfecture du Calvados. Epaulés par soeur Angèle, les deux policiers se retrouvent entraînés sur les pas de la célèbre sainte Thérèse.

4

11.05 Annie & Pony
11.50 Luo Bao Bei
13.05 Une saison au zoo
15.00 Teen Titans Go!
15.30 Ninjago
16.15 Angelo la débrouille
17.00 Oscar & Malika toujours en retard
17.45 Nawak
18.00 Il était une fois... la vie
18.30 Une saison au zoo
19.25 Culturebox l'émission

20.10 Angelin Preljocaj, danser l'invisible



En 35 ans de carrière et plus de 50 créations, Angelin Preljocaj, fils de réfugiés politiques de l'ex-Yougoslavie, s'est imposé comme l'un des plus grands chorégraphes français. Ce document propose une immersion dans les coulisses de sa nouvelle création, «Gravité». Au fil des répétitions au Pavillon noir d'Aix-en-Provence, le témoignage de ses danseurs, et des artistes qui ont collaboré avec lui, donne la mesure de son exigence et vient éclairer son parcours.
21.00 Influences, une histoire de l'art au présent

5

10.45 La quotidienne
12.05 Anchorage, ville sauvage
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Le grand survol de la planète
14.10 Atlantique, l'océan et le feu
15.00 Des trains pas comme les autres
15.55 C Jamy
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.55 Du riffi dans le surimi
20.45 La vie pas si rose du saumon fumé
21.40 C ce soir
22.55 La p'tite librairie

arte

TF1

10.10 Adriatique, les bateaux traditionnels du Monténégro
10.55 La Grèce sauvage
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.40 Chasseur blanc, cœur noir
14.35 À la rencontre des peuples des mers
15.00 La Grèce sauvage
15.55 Invitation au voyage
16.45 X-enius
17.10 Douces France(s), côté nature
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 La classe du 11 septembre
21.15 Terrorisme : entretien avec Gilles Kepel

09.35 Un scoop pour la saint valentin
11.15 Crimes et faits divers :
14.05 Si près de chez vous
15.55 Doctor Who
20.05 Attraction
22.05 Geo-disaster

C 8

11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7
18.14 TPMP : Le before
18.41 TPMP : première partie
19.38 Touche pas à mon poste !
20.15 Rio Lobo
22.20 La caravane de feu



CINE + PREMIER 19.50
OCEAN'S ELEVEN

Comédie policière - Etats-Unis - 2001
Avec George Clooney, Brad Pitt, Julia Roberts, Matt Damon
Libéré sur parole, Danny Ocean a été emprisonné pour abus de confiance. Il propose à son complice Rusty Ryan, joueur de poker, l'attaque simultanée de trois des plus grands casinos de Las Vegas dont la chambre forte est commune. Mais le but non avoué de Danny est de récupérer par la même occasion son ex-femme Tess, qui vit avec Terry Benedict, propriétaire des établissements. Danny et Rusty constituent une équipe de choc.

RFI 20.05
ATTRACTION



Film de science-fiction - Russie - 2017
Avec Irina Starshenbaum, Aleksandr Petrov, Rinal Mukhametov
Un vaisseau spatial s'écrase sur Moscou. Par télépathie, les extraterrestres annoncent qu'ils repartiront dès qu'ils auront réparé leur vaisseau. Les autorités acceptent et barricadent le secteur. Mais Yulia, la fille d'un militaire qui a survécu au crash, se rend sur place avec Tyoma, son petit ami. Ils parviennent à blesser une entité. Tyoma et sa bande s'emparent de l'armure, tandis que Yulia tente de soigner l'occupant, un humanoïde.

RTL9 19.55
SNOWDEN



Biographie - Grande-Bretagne - France - Allemagne - Etats-Unis - 2016
Avec Joseph Gordon-Levitt, Shailene Woodley, Melissa Leo
Le 3 juin 2013, à Hongkong, Edward Snowden s'enferme dans une chambre d'hôtel avec Laura Poitras, réalisatrice de documentaires et Glenn Greenwald, journaliste au Guardian. Après avoir procédé à de très strictes mesures de sécurité, Snowden, ancien cadre à la NSA, décide de leur raconter son parcours. Il commence par parler de ses classes en 2004, et de la blessure qui l'empêche d'intégrer les forces spéciales.

TÉLÉVISION

TF1

19.35 Eliminatoires de la Coupe du monde 2022 - France / Finlande



10.00 Les feux de l'amour
11.00 Les douze coups de midi
11.55 Petits plats en équilibre
12.00 Journal
12.45 Météo
12.55 Grossesse secrète pour jeune fille parfaite
14.40 Seule, enceinte et piégée
16.30 Familles nombreuses, la vie au soleil
17.35 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
18.55 Météo
19.00 Journal

21.50 New York Unité Spéciale

6

20.05 Je l'aime à mentir



10.35 Ça peut vous arriver chez vous
11.45 Le 12.45
12.40 Scènes de ménages
13.00 Et vogue l'amour
14.55 Incroyables transformations
16.30 Les reines du shopping
17.40 Tous en cuisine, en direct avec Cyril Lignac
18.45 Le 19.45
19.10 Météo
19.30 Scènes de ménages

Téléfilm sentimental - France - 2021
Saison 2021 - Episode 1/2

Avec Julie de Bona, Samir Boitard, Frédéric Chau, Emilie Caen
Dans la jungle du célibat et des applications de rencontre, Zoé vient enfin de trouver l'homme de sa vie. La jeune femme est aux anges, mais l'idylle est de courte durée. Deux heures plus tard, Robinson tombe dans le coma. Un quiproquo plus tard, la voilà fiancée à cet homme, et en charge de ses deux enfants le temps de son séjour à l'hôpital. Se prenant complètement au jeu, Zoé décide de jouer la parfaite petite amie d'un homme qu'elle connaît à peine.

CANAL+

20.05 Police



09.24 L'homme du labyrinthe
11.30 La boîte à questions
11.41 Schitt's Creek
12.30 Shadowplay
14.24 Summerland
16.00 Groland le zapoï
16.20 A.D.N.
17.47 Clothilde fait un film
17.52 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon
18.37 La boîte à questions
18.42 Schitt's Creek
19.31 Ils ont dit
19.35 Groland le replait

Film policier - France - 2020
Avec Virginie Efira, Omar Sy, Grégory Gadebois, Elisa Lasowski
A Paris, Virginie, policière, mère d'un petit garçon, traverse une période particulièrement difficile. La jeune femme, qui entretenait depuis quelque temps une liaison avec Aristide, un collègue, multiplie les nuits et s'est éloignée de son compagnon. Erik, un de ses collègues proches, n'a jamais eu d'enfant et vit également une vie conjugale compliquée.

PLANETE +

08.50 Nazis : de l'ascension à la chute
10.36 Le trésor perdu des Templiers
12.07 Mon aventure en Australie
12.58 La fureur du climat
14.45 Des marques en péril
16.30 Faites entrer l'accusé
18.10 Mon aventure en Australie
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés
21.27 Nazis : de l'ascension à la chute

TFX

08.00 TFX infos
08.30 JLC : Retour aux sources
11.30 Dawson



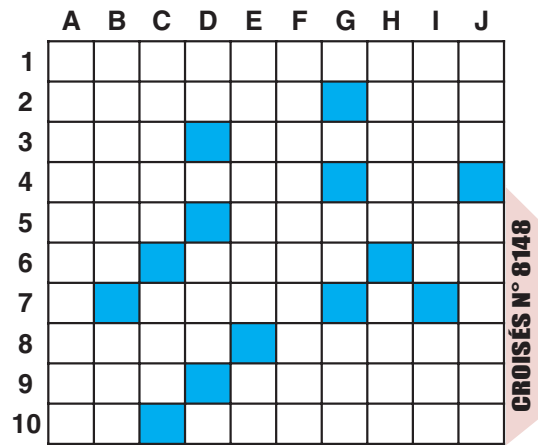
15.10 JLC : Retour aux sources
17.00 La bataille des couples
19.00 Friends
20.05 La boum II
22.05 La boum

W9

09.30 W9 Hits Gold
10.35 W9 Hits
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.05 Minute par minute
21.30 Enquête d'action



Horizontalement:

- Elles ont pris des couleurs.
- Mal exprimé. Osé.
- Cours d'histoire. Interdite.
- Rasa. Passage au rouge.
- Article. Mises au net.
- Demi tour. Comme deux ronds de flan.
- Note.
- Araignée de mer.
- Personnel. Aspirer.
- Salve. Clandestin.
- Sur la rose. Traduite.

Verticalement:

- Rencontres en cours.
- Graisser. Jeu.
- Jumelles impliquées dans un vol à la tire. Arrivé à point.
- Pièces du milieu. Collants.
- Mis en émoi. Vieux à moitié.
- Repoussant. Cerveau ferré.
- Quel temps !
- Arrivée à sa fin. Dans la peau du rôle !
- Monter. Partie chaude de la berge.
- Passée en tête. On peut dire qu'elle n'en mène pas large !

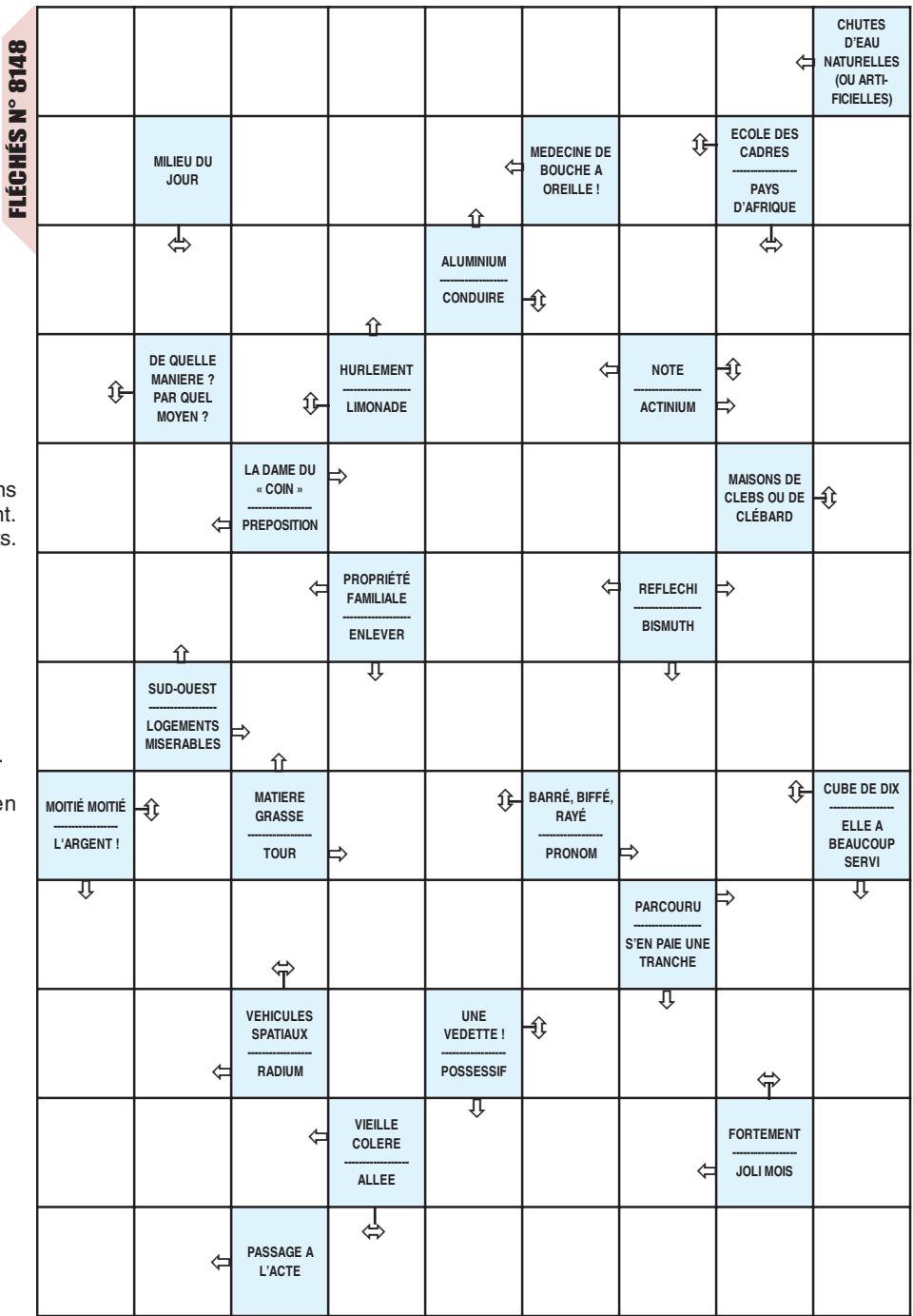
T	N	E	M	E	S	S	I	C	R	I	A	L	C	E
U	D	I	S	E	R	N	S	R	E	I	R	C	N	E
R	U	E	U	L	C	I	O	V	E	R	I	N	U	M
E	N	L	I	E	R	N	E	I	E	T	O	I	R	T
C	O	O	E	U	T	R	A	T	T	I	E	S	R	
I	S	S	O	M	N	U	U	T	I	N	T	C	E	I
R	N	S	U	T	E	O	R	F	S	R	E	T	E	M
A	A	U	T	S	G	T	I	E	A	I	I	T	E	R
V	H	O	R	E	E	E	S	T	S	P	S	M	E	O
A	C	B	E	T	R	R	S	Y	I	Y	E	S	U	D
R	O	U	E	S	C	R	I	C	S	N	L	T	A	E
R	U	E	L	F	O	I	E	E	T	U	I	A	N	L
N	O	L	L	A	B	R	R	O	U	L	F	F	N	L
P	O	L	A	G	P	E	G	N	A	L	E	M	E	A
S	O	I	N	O	I	T	A	C	R	A	B	M	E	D

ANALYSER - ANNEE - ASSISTANCE - AVARICE - BALLON - BOUSSOLE - CHANSON - DALLE - DEFINITION - DETENTION - DORMIR - ECLAIRCISSEMENT - EMBARCATION - ENCRIER - ETUI - FLEUR - FLUOR - FOIE - GALOP - GOUTER - LIER - LUEUR - MELANGE - MEMENTO - MUNIR - NOTIFIER - NURSE - OUTIL - OUTRE - PRECIPITER - RECITER - REGENT - RESIDU - RETOUR - REVE - SOIN - SOURIS - STARTER - SYSTEME - TEST - TRIO.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er n'entend pas.
- Mon 2e, c'est couper en va-et-vient.
Mon tout est un type auquel on attribue l'art de découvrir l'eau sous terre.

1	R	U	P											
14														
4	5	7	1	6	10	16	4					15		
5	9	2	10	11	11	4				1	2			
13			14	4	7	12			3	2	6			
9	8	2	11	4		18	10	4	1					
2		11		1	9	2	13	4	7					
1	6	7	9	5		7	4			12				
16	9	2	7	6		12			15					
10		4		7	11		11	10	7					
12	9	2	3	10	4	1	4			6				
12	10	17		8		6	8	4	19					
4	12		1	4	12	7	4	5	7					
14	10	5	10	14	6		5		10					
4	18		16	4	3	9	7		15					
5		14	4	5	4	12		4	2					
7	1	2	12	7		6	19	7	4					

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLÈCHES N° 8148

COISÉS N° 8148

FOUILLIS N° 8148



LES SOLUTIONS

COISÉS N°8147

G	I	R	O	U	E	T	E	S
A	P	I	O	N	A	R	A	
G	D	E	C	R	O	U	A	
U	S	E	E	S	G	U	T	
E	T	E	S	R	E	V	I	T
S	S	C	U	T	A	N	E	
Q	I	B	A	S	T	I	O	N
U	I	R	R	E	E	L	U	
E	C	L	A	T	E	L	I	E
S	O	U	S	E	S	P	E	C

SUDOKU N°1147

2	1	9	4	6	3	8	5	7
3	4	5	8	7	9	1	2	6
8	6	7	5	1	2	4	3	9
9	2	6	1	5	8	7	4	3
5	8	4	3	9	7	6	1	2
7	3	1	6	2	4	9	8	5
6	9	8	2	4	5	3	7	1
4	7	2	9	3	1	5	6	8
1	5	3	7	8	6	2	9	4

FLÈCHES N°8147

B	A	B	Y	F	O	O	T
A	I	N	E	R	U	M	U
P	S	R	U	E	I	T	O
E	B	L	E	U	E	T	S
R	N	I	E	N	O	E	
C	E	R	N	E	C	I	
E	O	M	E	R	L	E	
V	E	U	T	I	E	N	
O	U	T	R	E	A	T	
I	R	E	N	D	R	T	
N	E	U	V	E	R	E	

FOUILLIS N° 8147

1	A	2	N	3	C	4	S	5	E	6	T
7	R	8	M	9	U	10	O	11	I	12	L
13	D	14	G	15	H	16	Q	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

COISÉS N° 8147

1	A	2	N	3	C	4	S	5	E	6	T
7	R	8	M	9	U	10	O	11	I	12	L
13	D	14	G	15	H	16	Q	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

		8	3	4		9					
5							8				
				5		6					
	9						6	3			
7				6				1	4		
1		6	9			8	2		7		
				1	4		3	8			
8	5		2					7	9		
					9					1	

SUDOKU N° 1148



Bélier 21-03 au 20-04
On ne cherche pas à vous donner que des bons conseils. Heureusement vous n'aurez pas très envie de suivre certaines mauvaises recommandations. Votre intuition vous permet de déjouer une embuscade financière assez tordue.



Taureau 21-04 au 21-05
Une histoire à dormir debout vous contrarie mais votre perspicacité vous évite de tomber sous le charme d'apparences trompeuses.



Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous n'êtes pas très sensible à certains conseils avisés que l'on voudrait vous donner. De plus vous n'aurez pas vraiment la possibilité ni même le besoin de les suivre.



Cancer 22-06 au 22-07
Malgré certaines incertitudes dans le déroulement des opérations, votre forme physique vous permet d'effectuer un long parcours même si on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues.



Lion 23-07 au 23-08
Vous vous sentez dans une situation inhabituelle que vous connaissez mal et vous avez perdu vos points de repère. Mais vos capacités d'adaptation vous permettent de bien cerner le problème qui en résulte.



Vierge 24-08 au 23-09
Votre forme physique entrainera une certaine sérénité utile dans ce que vous aimerez commencer. Laissez de côté vos angoisses qui vous empêchent parfois de réussir là où il n'y a pas tant de difficultés à surmonter.



Balance 24-09 au 23-10
Un événement important risque de survenir ce qui pourrait vous troubler. Vous resterez de marbre face à certaines affirmations qui en temps normal auraient pu vous gêner.



Scorpion 24-10 au 22-11
Si vous avez quelque chose de si important à dire faites-le maintenant. Vous savez qu'il y a plusieurs façons de s'y prendre pour faire passer un message.



Sagittaire 23-11 au 21-12
Vous faites preuve de trop d'imagination. Ne vous inquiétez pas pour des choses futiles qui n'en valent pas la peine, Même si vous n'êtes pas au mieux, un peu de patience va facilement arranger les choses, Votre moral fera le reste.



Capricorne 22-12 au 20-01
Rien ne prouve que la malchance existe. Mais une chose est certaine, si l'on tourne le dos à la malchance et que l'on cherche les causes de ses échecs, la Chance, elle, risque bien de sourire au moment où on s'y attend le moins.



Verseau 21-01 au 18-02
Soyez sur vos gardes, réagissez tout de suite si on cherche des histoires. Faites d'abord revenir votre bel entrain naturel.



Poissons 19-02 au 20-03
Des relations passionnantes se nouent autour de vous. Saisissez cette opportunité qui vous est offerte de vous y associer.

Les talibans du Pakistan revendiquent un attentat qui a fait 4 morts



Les talibans du Pakistan ont revendiqué un attentat suicide qui a tué dimanche quatre paramilitaires pakistanais à Quetta, dans le sud-ouest du pays, dans un communiqué cité par Site, organisation privée américaine de surveillance des sites jihadistes.

Un kamikaze à moto «a pris pour cible des membres des FC (Frontier Corps, ndlr) avec un gilet et une moto chargés d'explosifs», dans le quartier Mian Ghundi de Quetta, ont déclaré les talibans du Pakistan (Tehreek-e-Taliban Pakistan, TTP) dans ce communiqué.

L'explosion s'est produite dans cette ville, située près de la frontière afghane, au moment où des marchands issus de la communauté chiite Hazara étaient en train de vendre des légumes.

Trois paramilitaires ont été tués sur le coup et un quatrième a succombé un peu plus tard à ses blessures, a précisé à l'AFP un haut responsable de la police, Azhar Akram, confirmant l'attentat.

Dix-sept autres ont été blessés ainsi que deux civils, a-t-il ajouté. Trois d'entre eux se trouvent actuellement dans un état critique. Un porte-parole de la section antiterroriste de la police pakistanaise a confirmé l'attaque.

Les chiites Hazaras, minoritaires dans un pays majoritairement sunnite, sont régulièrement victimes d'attentats commis par des islamistes sunnites, qui les considèrent comme hérétiques. Les paramilitaires chargés de surveiller et contrôler la frontière afghano-pakistanaise essuient depuis plusieurs années des attaques dans cette région du Balouchistan où sévissent des militants séparatistes réclamant davantage d'autonomie.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Floride : un ancien tireur d'élite tue 4 personnes dans une fusillade



Un ancien tireur d'élite de l'armée américaine s'est livré à une fusillade dans le centre de la Floride, tuant quatre personnes, dont un nourrisson dans les bras de sa mère, ont indiqué dimanche les autorités.

Le suspect, identifié comme étant Bryan Riley, a tué un homme de 40 ans, une femme de 33 ans et son fils de 3 mois ainsi que la grand-mère de l'enfant, âgée de 62 ans, dans une zone résidentielle du comté de Polk, en Floride, a

déclaré le shérif du comté, Grady Judd.

Bryan Riley, 33 ans, qui portait un gilet pare-balles complet, a également blessé une fillette de 11 ans avant de se rendre à la police après une intense fusillade, selon le shérif.

Vétéran des guerres en Irak et en Afghanistan, l'homme a déclaré à la police qu'il était un «survivaliste» et qu'il avait pris de la méthamphétamine. Le suspect a également dit à la police, sans expliciter, «vous

savez pourquoi j'ai fait ça», selon une déclaration de Grady Judd publiée sur les réseaux sociaux.

Blessé lors de la fusillade, l'ancien tireur d'élite a été transporté d'urgence dans un hôpital local, où il a de nouveau tenté d'attaquer les policiers et a dû être mis sous sédatif.

Après avoir reçu une aide médicale, il a été transféré dans une prison locale. Le motif de l'attaque n'était pas clair dans l'immédiat, a déclaré M. Judd.

Evasion de six Palestiniens d'une prison israélienne de haute sécurité



Dans un scénario rappelant le film hollywoodien «Shawshank redemption», six Palestiniens, dont un ex-leader d'un groupe armé, se sont évadés lundi d'une prison en Israël via un tunnel creusé sous un évier, déclenchant une vaste chasse à l'homme.

Avant l'aube, les services carcéraux israéliens ont indiqué qu'une première alarme avait été déclenchée vers 03H00 lorsque des résidents ont affirmé avoir vu des «personnes suspectes» aux alentours de la prison de Gilboa (nord), où sont incarcérés des

centaines de Palestiniens.

Des images des services carcéraux montrent un tunnel creusé sous une large céramique de salle de bain, au pied d'un évier, par lequel les détenus se sont évadés de cette prison de haute sécurité.

Les services pénitenciers ont indiqué être en train de relocaliser les quelque 400 prisonniers de Gilboa détenus pour des «crimes liés à la sécurité» afin d'éviter qu'ils s'évadent par d'autres tunnels qui auraient pu être creusés sous terre.

Cette rare évasion n'est pas sans rappeler le film américain réalisé par Frank Darabont, «Shawshank redemption» (Les Evadés, 1994), dans lequel deux hommes, interprétés par Tim Robbins et Morgan Freeman, s'évadent de prison via un tunnel qu'ils ont mis des années à creuser.

Egypte : 10 hommes, dont 8 étrangers, condamnés à mort pour narcotrafic

Un tribunal égyptien a condamné à mort dimanche dix hommes, dont sept Pakistanais, un Iranien et deux Égyptiens, pour trafic de stupéfiants après la saisie de «plus de deux tonnes d'héroïne», a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Les autorités avaient découvert sur un bateau au large de la mer Rouge un chargement d'héroïne «d'une valeur de 107 millions d'euros ainsi que 99 kilogrammes» de méthamphétamine, selon la même source, qui n'a pas précisé la date de la saisie. Condamnés à mort par pendaison par la Cour pénale du gouvernement de la Mer Rouge, les dix hommes ont 60 jours pour interjeter appel de ce jugement, a-t-elle ajouté.

L'Égypte a connu l'année dernière un «pic important» d'exécutions avec 107 recensées contre 32 en 2019, selon Amnesty International.

D'après l'ONG, l'Égypte est le troisième pays au monde procédant au plus grand nombre d'exécutions après la Chine et l'Iran.

Ouganda : 6 morts dans l'effondrement d'un immeuble



Six personnes sont mortes dans l'effondrement dimanche d'un immeuble en construction à Kampala, la capitale ougandaise après des pluies torrentielles, a annoncé la police lundi après le départ des derniers sauveteurs.

L'immeuble de quatre étages partiellement détruit se trouve à côté de la gare routière de Kisenyi, habituellement bondée et point névralgique pour les transports en commun de cette ville de plus 1,5 million d'habitants. Les sauveteurs, intervenus jusque tard dans la nuit, ont réussi à sauver et mettre à l'abri huit personnes dont deux fillettes de 5 et 9 ans, retrouvées vivantes et transportées à l'hôpital, a précisé la police. Ils n'ont rien pu faire en revanche pour six personnes dont quatre femmes dont les corps sans vie ont été extraits des décombres.

«C'est fini. Nous ne pensons pas retrouver d'autres personnes», a précisé à l'AFP un porte-parole de la police Luke Owoyesigire.

La Croix Rouge ougandaise a également cessé ses opérations de secours, a précisé une porte-parole Irene Nakasiita. «Nous ne retournons pas sur place car ce qui reste, ce sont des gravats à évacuer par camions», a-t-elle indiqué à la presse.

La veille, la Croix Rouge avait exprimé la crainte que des conducteurs de boda boda ou motos-taxis ou d'autres personnes aient pu être victimes de la catastrophe en cherchant refuge dans l'immeuble pour s'abriter de la pluie. Après le drame, des vidéos sur les réseaux sociaux ont circulé montrant des ouvriers et des passants fouillant à mains nues les décombres pour tenter de sauver d'éventuelles victimes prises au piège. Les accidents sur des sites de construction sont courants en Ouganda, où les règles sur la sécurité et la santé au travail sont laxistes.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE TRAVAILLEUR, L'OUVRIER ET LE DIPLOMATE

et des preuves tangibles de leurs réussites ont souvent été démontrées. Ce n'était que justice rendue et conforme à une renommée ancienne et pérenne dans un domaine où les Algériens ont souvent excellé.

Les bonnes recettes d'antan ne suffisent plus. Tout prête à croire que la morale a assombri son visage. Le monde a drôlement changé et la diplomatie repose plus que jamais sur des arguments matériels mis à la disposition de ses acteurs pour soutenir la dextérité langagière pour confirmer la densité et les capacités réelles d'une nation. Aujourd'hui, un étroit espace

aux principes universels pour les semblants de la légalité est cédé à l'activité diplomatique et la règle implacable est au donnant-donnant.

La Chine et le Japon ont été les premiers à comprendre dans la douleur que les plus rentables des bras de fer entre les États ne se jouaient pas dans le feutre des ambassades, ni dans les arènes guerrières mais sur les terrains économiques. Ils prouvent aujourd'hui que les plus efficaces arguments diplomatiques ne résidaient pas dans le verbe mais la capacité de leurs peuples à se surpasser dans la création et l'innovation.

En ce début de siècle, la Chine démontre que les plus performants des ambassadeurs de leurs pays sont le travailleur consciencieux derrière son bureau et l'ouvrier outillé devant sa machine.

Une dynamique nouvelle est donnée à l'activité diplomatique algérienne. Jusqu'ici les représentations nationales dans les capitales étrangères activaient au ralenti, non pas parce que nos plénipotentiaires n'étaient pas armés de la compétence nécessaire pour assumer leur mission, loin s'en faut, mais leurs rôles devaient se conformer à une gouvernance tatillonne privilégiant d'abord le nombrilisme et le népotisme des gouvernants d'alors allant même jusqu'à obliger quelques-uns de nos ambassadeurs à se convertir en porteurs de valises des épouses et des enfants de bas seigneurs.

D'autres se sont échinés à redorer le blason du pays avec moult efforts et un doigté avéré pour que la diplomatie algérienne garde son efficacité et son aura